

Une histoire personnelle partagée

Un plaidoyer pour le Sahel face au terrorisme

Par Tahirou DIAO

Lyon, décembre 2017.

De l'expansion de l'islam en Afrique à l'aventure coloniale, de la difficile émergence de nouvelles démocraties à l'occidentale sur le continent africain aux migrations massives du Sud vers le Nord de la planète, de la mondialisation et ses effets pervers à la montée de l'islamisme et du terrorisme, et finalement des efforts entrepris par les ONG et l'ONU pour résoudre les problèmes d'environnement et de développement en Afrique. Un témoignage et une lecture différente des événements majeurs qui secouent notre monde d'aujourd'hui. Une réflexion sur une approche alternative à la résolution des problèmes actuels.

| | |
|--|-----|
| Une histoire personnelle partagée..... | 3 |
| Les jalons marquants d'une vie nomade..... | 4 |
| AMADOU HAMPATE BA..... | 4 |
| DU MACINA AU BURKINA..... | 5 |
| PIERRE BARRY..... | 10 |
| LA COLONISATION FRANÇAISE | 13 |
| ET POURTANT..... | 15 |
| APRES LES INDEPENDANCES..... | 16 |
| REJOINDRE L'EUROPE..... | 18 |
| LA DERIVE TERRORISTE..... | 19 |
| LE SEMINAIRE DE GAO..... | 22 |
| LES PEULHS FACE AU TERRORISME..... | 24 |
| LA TRADITION DES MIGRATIONS..... | 28 |
| POLITIQUES EUROPEENNES ET MIGRATIONS..... | 29 |
| A LA RECONQUETE DU SAHEL..... | 32 |
| L'INQUIETUDE MONTE..... | 38 |
| DES DIALOGUES AUX ACTIONS DE TERRAIN | 40 |
| LE CATHWEL..... | 44 |
| OUAGADOUGOU..... | 44 |
| DJIBOUTI..... | 48 |
| DAKAR..... | 49 |
| UNE VIE NOUVELLE..... | 53 |
| | 59 |
| VIVRE A LYON..... | 59 |
| LA CCD..... | 64 |
| SAHEL DEFIS et LA CCD..... | 72 |
| DES ONG A L'ONU..... | 79 |
| LES CONFLITS AFRICAINS..... | 82 |
| GUERRE ET PAIX A ASMARA..... | 83 |
| LES PAYS DES GRANDS LACS..... | 89 |
| LE SAHEL INQUIET..... | 96 |
| L'ère de la post-vérité..... | 100 |

Les jalons marquants d'une vie nomade

PREMIER JALON

AMADOU HAMPATE BA

Amadou Hampâté Ba que j'ai rencontré au motel de Dakar sur la Route de Ouakam en 1982 aura été, sans le savoir, un jalon important dans mon cheminement personnel et professionnel à travers l'Afrique, les Etats-Unis, l'Europe et le reste du monde. A ma demande et sans me connaître il m'a prodigué sa bénédiction en soufflant quelques sourates du Coran dans mes mains réunies en coupe.

J'étais d'ailleurs venu les mains vides à une conférence- débat qu'il animait à l'occasion de la sortie de la dernière édition d'un de ses premiers livres "Vie et enseignement de Tierno Bocar, le sage de Bandiagara" . Je suis reparti, les mains pleines et me sentant habité depuis ce jour-là par le désir de faire et d'écrire quelque chose en rapport avec le travail de ce grand homme qui savait tant de choses sur les Peulhs, leur histoire et leur culture.

Cela comblait un grand vide dans ma connaissance sur mes origines lointaines. Je lui avais parlé en Peulh et cela seul avait suffi à le décider parce qu'il m'a accueilli d'un coup d'oeil perçant et écouté d'une oreille attentive tout en accédant à ma requête sans l'ombre d'une hésitation.

Par la suite je me suis fait un devoir d'acquérir ou de posséder presque toutes ses publications y compris "Koumen" un conte initiatique dont la lecture m'a ouvert les yeux sur certains aspects de la civilisation peule qui m'ont beaucoup inspiré dans la conduite de ma vie professionnelle.

L'existence d'un savoir occulte auquel on accédait par une initiation par étapes, comme à l'école coranique et à l'école française, me confortait dans l'idée que je pourrais utiliser cette approche intimement africaine pour avancer avec davantage de certitude dans la vie, qu'en y accédant je n'aurais

5 sur 108

plus peur des djinns et autres pouvoirs obscurs qui constituent des freins au développement personnel et à l'avenir professionnel chez tant d'Africains.

Quelques années auparavant, alors que j'étais étudiant en droit à l'Université d'Abidjan, j'avais vu Hampâté Ba une ou deux fois dans le quartier de Treichville où j'ai habité un temps. Il conversait avec quelques notables et ils étaient tous assis sur des tapis à même le trottoir devant une maison que je devinais être la sienne. C'était avant son déménagement à Marcory, m'a-t-on dit.

Je devais le revoir plus tard, au retour de mes études de communication et cinéma à New York fin 1975 et alors que je servais comme co-directeur des "Dialogues Internationaux en Afrique de l'Ouest", un programme de séminaires sur les questions de développement soutenu par les Quakers de Philadelphie.

Son livre "L'étrange destin de Wangrin" était en librairie. Je l'ai aussitôt acheté et dévoré avec passion. Puis je lui ai écrit une lettre dithyrambique pour lui dire mon admiration. J'ai profité de l'occasion pour lui demander du haut de ma suffisance de nouveau diplômé si je pouvais réaliser un film sur le livre. La réponse, positive, ne devait me parvenir que plusieurs années plus tard par la bouche d'un autre cinéaste qui nourrissait le même projet mais s'était entendu répondre que quelqu'un d'autre l'avait devancé. Ce quelqu'un d'autre ce devait être moi mais, happé par d'autres activités professionnelles je n'avais pas pu, à mon grand regret, aller au bout de l'initiative.

DU MACINA AU BURKINA

Bien avant ma rencontre avec Hampâté Ba j'avais quelque peu exploré le tortueux chemin qui me conduisait à lui. Et ce chemin passait par un homme de Dieu. Alors que Hampâté Ba avait eu comme maître Tierno Bocar, le sage de Bandiagara, moi j'ai eu l'insigne honneur d'être confié à Alpha Abba, un saint homme venu du très lointain Ferlo, dans la vallée nord du fleuve Sénégal en passant, lui aussi, par cette ville historique du Macina.

6 sur 108

Il se donnait comme mission de promouvoir l'islam dans les territoires de la boucle du Niger.

Comme mon père me destinait à une carrière dans l'Islam il m'envoya à cinq ans faire l'apprentissage du coran auprès de Alpha Abba. Nous descendions d'une lignée pieuse et l'aîné des 12 frères et soeurs de mon père avait fait à pied le pèlerinage à La Mecque mais avait rendu l'âme en terre sainte, ce qui lui garantissait un accès direct au paradis, d'après les grands docteurs de l'Islam.

Mon père qui n'avait pas pu suivre son exemple parce qu'il devait s'occuper des huit enfants laissés par son grand frère décida que son premier fils, donc moi, devait suivre le chemin de la "Diina" .

C'est ainsi que je me suis retrouvé en compagnie de trois autres enfants de mon âge pour apprendre à lire sur une tablette en bois, "l'allouhal", et à écrire l'arabe sacré un calame en tige de roseau.

Le maître, assis en tailleur à l'ombre d'un figuier sur une peau de mouton, taillait plusieurs calames en pointe avec un couteau tiré de la grande poche à l'avant de son boubou brodé. Il trempait le bec fendu d'un calame dans une encre spéciale fabriquée à partir des cendres d'un fruit sauvage que j'apprendrai plus tard à cueillir. Il traçait les versets sacrés sur chacune de nos tablettes en partant de la droite pour aller vers la gauche.

Il nous installait alors devant lui et nous donnait à chacun sa tablette et nous lisait à l'envers ce qui était écrit dessus. Après quelques répétitions il nous envoyait dans un coin pour relire à haute voix la leçon du jour et nous corrigeait lorsque nous butions sur un mot. Après dix ou douze relectures nous assimilions le texte. Alors nous repassions devant lui pour lui réciter d'une traite ce que nous avions appris.

Quand il était satisfait de notre travail il nous donnait congé pour une partie de la journée. Les classes reprenaient en fin d'après-midi jusqu'à la prière du soir. Il nous envoyait alors avec une calebasse pour aller demander à manger devant les maisons voisines. Pour nous il devait y avoir un accord entre le saint homme et ses voisins car nous revenions toujours les calebasses pleines de nourriture. Sa femme prenait ce qui revenait au maître et à sa famille et nous partageons le reste.

Nous apprîmes par la suite à chanter les versets du Coran de façon harmonieuse, ce qui nous valait

7 sur 108

de la part des voisins satisfaits une pièce d'argent ou deux en plus de la ration alimentaire habituelle.

Avec le temps nous apprîmes aussi à écrire comme le maître sur les tablettes en nous inspirant de ce qui était calligraphié dans le gros livre sacré couvert d'une peau de vache. Cet enseignement privé d'une année environ m'aura marqué à vie par la poésie et le rythme des textes sacrés que nous chantions à tue tête dès ma tendre enfance.

Comme beaucoup de nos ancêtres Peulhs l'avaient fait au XIV^e siècle mon maître Alpha Abba avait longé le fleuve Niger à travers le territoire de l'ancien Soudan Français puis était arrivé à Ségou. De là il avait bifurqué au nord pour rejoindre Tombouctou avant de redescendre sur Mopti. La dernière étape de son parcours l'emmena enfin à Séwaré et Hamdallaye, la capitale de l'ex-empire peul du Macina.

Plusieurs récits anciens repris dans Wikipédia confirment ce que beaucoup savaient par la tradition orale que *la "Diina" ou "empire peul du Macina" était un empire théocratique fondé au XIX^e siècle par le grand marabout peul Sékou Amadou. Il couvrait le territoire du Mali actuel, s'étendant de Tombouctou à la frontière nord du Burkina Faso; et depuis la boucle du Fleuve Sénégal vers la frontière sud de la Mauritanie à l'ouest jusqu'au delta intérieur de fleuve Niger et la ville de Mopti vers l'est. L'empire était divisé en cinq régions, chacune dirigée par un gouverneur militaire et un conseil religieux. La capitale Hamdallaye était le siège du conseil de la "Diina" composé de 40 chefs religieux et militaires placés sous l'autorité de l'empereur. L'éducation coranique et la charria du type malékite venu de Médine y avaient été instaurées. L'économie reposait en grande partie sur l'élevage de plus en plus sédentaire des bovidés et des moutons. Divers djihads avaient été conduites pour islamiser les ethnies bambara, bwa, dogons et peulhs animistes. Les prisonniers de guerre étaient convertis en "rimaybe" ou serviteurs (qui étaient traités humainement selon les*

8 sur 108

principes du Coran et libérés à terme. C'est à distinguer de l'esclavage qui est un asservissement à vie et qui est prohibé dès le départ par l'Islam.)

Sékou Amadou mourut en 1844. Son fils Amadou Sékou lui succéda puis ce fut le tour de son petit-fils Ahmadou Ahmadou en 1852. La Diina fut envahie en 1862 par l'empereur toucouleur El Hadj Omar Tall qui conquiert Djenné et Hamdallaye.

C'est à cette époque que plusieurs familles peules partirent avec leurs troupeaux et s'installèrent dans le nord et le sud-est du Burkina Faso. Certains avaient continué vers le sud jusqu'aux pays côtiers comme le Togo et le Bénin qui jouissaient, hasards de la nature, du même climat que les zones sahéliennes. Sur les cartes de géographie le tracé des isohyètes descend brusquement vers le sud épousant ainsi la courbe du golfe de Guinée.

En remontant dans l'histoire, on apprend que les Peulhs sont en fait un peuple nomade dont les origines font toujours l'objet de nombreuses recherches. Certaines sources parlent d'une ascendance arabe ou yéménite, juive et arabe, maure et africaine etc.

Christian Desjeunes, un jeune journaliste français rencontré lors de notre séjour dans les années 1980 à Djibouti avait obtenu de l'ex-président sénégalais Léopold Sédar Senghor puis de la compagnie Air Afrique d'alors des subventions pour conduire une enquête sur l'origine des Peuls.

Au bout d'une dizaine d'années de recherches de l'Atlantique à la mer Rouge il avait mis à jour un certain nombre d'indices pour soutenir sa thèse. Il citait notamment l'étoile de David incrustée systématiquement sur les boucles d'oreille en or des femmes peules de Tombouctou, le traitement réservé au fils aîné dans les familles qui confiaient l'éducation de leur premier enfant mâle à d'autres membres de la famille, la cérémonie du baptême du nouveau-né le 7^e jour après la naissance ainsi que les rites funéraires pratiqués.

Petits, nous entendions les adultes parler d'un érudit arabe qui avait voyagé vers l'Ouest de l'Afrique dans le but d'islamiser les populations africaines de l'époque. Il aurait pris femme au cours de son périple et avait engendré quatre garçons. Puis il était retourné en pèlerinage à La

9 sur 108

Mecque en laissant les enfants aux soins de leur mère. Une fois grands les fils étaient partis à la recherche de leur père mais ce dernier était mort à La Mecque.

Ils sont revenus en Afrique et se sont installés à quatre endroits qui correspondent aux grandes zones de peuplements actuels de Peulhs à savoir le Fouta Toro au Sénégal, le Fouta Djallon en Guinée, la Macina au Mali et l' Adamaoua au Cameroun. Ils parlaient une langue différente de celles des autochtones et la transcrivaient avec l'alphabet arabe.

Ils pratiquaient l'élevage transhumant de bovins et de caprins et ils apprirent les techniques d'élevage aux Touaregs auprès desquels ils s'installèrent. Avec le temps et les évolutions des conditions climatiques leurs descendants avaient essaimé sur toute la zone sahélienne jusqu'au lac Tchad, le nord du Nigéria puis vers la Centrafrique et le nord des deux Congos. Ils passaient des accords de bon voisinage avec les agriculteurs sédentaires et contribuèrent à la diffusion pacifique de l'islam.

Dans mon parcours j'ai eu la chance de rencontrer des hommes et des femmes exceptionnels. Ou peut-être était-ce la volonté de mes ancêtres, inquiets pour l'avenir de leur descendance, de me tracer un itinéraire prédestiné. C'est l'explication que je privilégie en tant que ressortissant d'une Afrique superstitieuse où aucun événement n'est dû au hasard. Les ancêtres veillent au grain.

Ainsi un certain nombre de personnes lumineuses ont balisé mon cheminement à travers les pays et les continents. Je les appelle les jalons marquants d'une vie nomade. Tous étaient, et sont toujours, du moins pour ceux qui nous sont contemporains, porteurs de messages d'espoir pour l'avenir de l'humanité.

J'ai cité en premier Ahmadou Hampâté Ba, le chantre de la tradition orale peule, dont le souffle anime ces écrits que je ressens comme un message à partager à mon tour.

PIERRE BARRY

Avant ma rencontre marquante avec Hampâté Ba, il y a eu Pierre Barry, un des nombreux métis que la France coloniale a laissé derrière elle. D'abord Directeur de la Radio Télévision nationale il est devenu par la suite le conseiller à l'information du Président Thomas Sankara, le président révolutionnaire qui a tant marqué le pays des hommes intègres, le Burkina Faso.

Pierre Barry a été décoré Commandeur de l'Ordre national. Nous étions parentés du côté de sa mère qui était peule et m'ayant vu souvent passer devant chez lui quand je me rendais à l'école coranique c'est lui qui a poussé mon père à me mettre à l'école française.

C'est également lui qui a été notre correspondant scolaire quand Thomas et moi fréquentions ensemble au collège moderne de Bobo Dioulasso. Un collège où nous a précédé l'Ambassadeur Hama Arba Diallo dont la famille vivait à Bobo.

C'est Pierre Barry qui recevait nos bulletins scolaires et nous conseillait pour la suite de nos études. Il représentait nos parents illettrés aux cérémonies de fin d'année du lycée dont il était un des donateurs en livres via le Lions'Club dont il était membre.

J'allais souvent chez lui le dimanche et sa famille m'avait toujours accueilli à leur table. Pour l'anecdote c'est chez eux que j'ai goûté de la confiture d'abricots pour la première fois. Pierre Barry a ensuite suivi tout mon parcours universitaire et professionnel et j'ai habité un temps chez lui quand je suis rentré des Etats-Unis.

Pierre Barry, pupille de la nation française, m'a littéralement arraché à ce destin religieux en favorisant mon entrée en classe de CP à l'âge de sept ans. Là j'ai dû réapprendre à écrire de gauche à droite avec une plume Sergent Major.

Loin d'être un handicap mon passage par l'école coranique m'a permis de me hisser rapidement parmi les meilleurs élèves. Aux yeux de mes premiers maîtres d'école - qui sortaient presque tous

11 sur 108

de la célèbre Ecole William Ponty du Sénégal - mes constructions de phrases reproduisaient l'harmonie des textes du coran. J'avais déjà une bonne mémoire auditive et visuelle qui a facilité mon apprentissage du vocabulaire, de la grammaire, la conjugaison, les dictées, le calcul. J'étais bon en rédaction et surtout dans les récitations que je déclamaï avec une ferveur toute religieuse.

Un exemple au hasard tiré d'une rédaction de collègue qui avait retenu l'attention de mon professeur de français, un Normand qui servait au Lycée de Bobo au moment des indépendances: Une rédaction sur un animal domestique, en l'occurrence mon chat:

"...quand je reviens de l'école et que je m'assieds sur la chaise, il saute lestement sur mes genoux et ronronne de bonheur "...

Mes notes m'ont valu le titre de Major qui allait me rester pendant le reste de mes études secondaires. Les autres matières comme les maths et les sciences naturelles ont suivi. Je n'aimais pas trop l'histoire qui racontait les guerres et la conquête coloniale mais le passage plus tard aux langues étrangères s'est fait dans une sorte de continuité confortable.

Il y a d'abord eu l'Anglais dont j'avais déjà quelques notions approximatives à travers les expressions pittoresques ramenées par mon père de la Gold Coast, le Ghana actuel. Bien que remodelés par des langues plus habituées au maniement des langues africaines on reconnaissait quand même les mots comme "pon" (pour pound, la livre sterling), "Sulè" (shilling), "biscalette" (bicycle), "dorba" (driver, chauffeur).

Jeune, mon père allait souvent travailler à Kumasi ou au port de Takoradi - Sekondi en compagnie d'autres travailleurs saisonniers.

C'était une coutume bien installée à l'époque des colonies. A la fin des récoltes, les bras valides de l'intérieur du continent allaient s'embaucher dans les plantations de café ou de cacao, les mines d'or ou les ports des villes côtières.

12 sur 108

Ils ramenaient ainsi suffisamment d'argent pour faire la "soudure" pendant les périodes de disette qui précèdent chaque année les prochaines récoltes. Beaucoup de jeunes ont procédé de la sorte pour faire fortune et revenir prendre femme.

L'administrateur français s'en était inspiré en mettant en place une expérience porteuse pour l'époque. Des accords furent signés entre la Côte d'Ivoire du Président Houphouët-Boigny et la Haute-Volta du Moro Naba, roi des Mossis.

Chaque année un contingent de jeunes Mossis étaient officiellement recrutés pour aller travailler pendant quelques mois dans les riches plantations de café et de cacao de la Côte d'Ivoire.

A leur retour ils pouvaient récupérer la plus grande partie de leur salaire qui était versé à une caisse de prévoyance locale gérée par l'administration dans la ville de Bobo-Dioulasso.

Ce type de dispositif n'a malheureusement pas survécu aux indépendances parce que les nouveaux Etats avaient d'autres priorités. Ils focalisaient leurs efforts sur la construction de leur identité nationale et leur souveraineté nouvellement acquise.

Par contre le réflexe de migrer à la morte saison à la recherche d'emplois saisonniers est resté.

C'était surtout un réflexe naturel à la morte saison. Il devenait une règle de survie en cas de catastrophes naturelles. Pour les jeunes c'était même un rituel de passage à l'âge adulte. Rien d'étonnant dès lors qu'une grande majorité de jeunes se sentent à l'étroit dans des frontières artificielles tracées par le pouvoir colonial sans concertation avec les populations. Abandonnée à elle-même par des administrations pléthoriques et désargentées la jeunesse africaine se tourne presque naturellement vers les lampions des grandes villes occidentales, là où semblent se concentrer toutes les richesses de la planète.

Les migrants qui frappent aux portes de l'Europe ne font que mettre en oeuvre une stratégie de survie qui a permis à l'humanité de traverser les périodes difficiles au cours des siècles passés. Réfugiés politiques ou réfugiés climatiques ne font que fuir le confinement dans des prisons à ciel ouvert où se déchaîne souvent en silence toute la barbarie humaine.

LA COLONISATION FRANÇAISE

Plus proche de nous dans le temps c'est l'arrivée des troupes françaises à Bandiagara en 1893 avec à leur tête le Colonel Louis Archinard qui allait bouleverser toute l'organisation politique, sociale et économique qui était en place.

L'armée française lança une traque pour essayer de capturer l'empereur toucouleur El Hadj Oumar Tall dans les falaises de Bandiagara. Ce dernier, aux dires de certains historiens, se serait fait sauter à la poudre dans une des grottes de la falaise pour échapper aux troupes lancées à sa poursuite.

En s'installant et en mettant en place une administration nouvelle la colonisation française avait mis fin aux régimes traditionnels en place, freinant ainsi le cours de l'histoire au Sahel pour près de 70 ans.

Mais ni l'école française, ni les administrations mises en place pendant et après la colonisation n'ont réussi à transformer ni complètement, ni durablement la vie des peuples du Sahel. Une vie basée essentiellement sur l'agriculture.

Jusqu'aux indépendances des années soixante, beaucoup de régions sub-sahariennes étaient autosuffisantes sur le plan alimentaire. Il y avait périodiquement des périodes de disettes. Mais les populations survivaient de produits de cueillette, de chasse ou de pêche, sinon des revenus ramenés des migrations saisonnières vers les pays côtiers.

Dans l'ensemble, les quartiers modernes de quelques grandes villes exceptés, la savane est restée la même partout, en s'appauvrissant progressivement de ses ressources naturelles et de ses bras valides, de sa jeunesse et de ses cerveaux.

Mais c'est finalement la déstructuration des systèmes de production et de gouvernance qui inverseront les rapports économiques. Les campagnes qui, bon an, mal an, ravitaillaient les villes en pro-

14 sur 108

duits alimentaires, en bois de construction et de chauffe, en plantes médicinales, en gibier et en fruits sauvages deviennent dépendantes de ces dernières.

C'est l'appauvrissement des campagnes qui explique l'exode rural accéléré de la fin du XXe siècle et l'émergence des mégalo-poles ingérables d'aujourd'hui. Au niveau mondial l'appauvrissement de l'Afrique entraîne les migrations de masse vers la Méditerranée l'Europe au XXI^e siècle.

Les indépendances sans accumulation locale de capital ni de savoir-faire n'ont pas permis d'asseoir des économies viables pour les populations africaines, ni de marchés porteurs pour les industriels occidentaux.

Un certain nombre de dérives ont été signalées dès le départ et continuent à l'être soixante ans après la fin officielle de la colonisation.

Les infrastructures réalisées pour faciliter et poursuivre la traite coloniale ont continué leurs bons offices. Elles se sont même développées par endroits, laissant croire à des miracles autour des sources d'approvisionnement en matières premières.

Ailleurs dans les mêmes pays elles se sont détériorées au détriment de la santé, de l'éducation et du bien-être des populations. Les dirigeants trop pressés de profiter d'une prospérité "miraculeuse" ont dilapidé les revenus tirées du pétrole et des ressources minières.

Vivant largement au dessus des moyens de leur pays, ils accordent des largesses à leurs clans et aux hommes politiques venus de l'ancienne métropole pour qu'ils intercèdent en leur faveur auprès des Etats occidentaux et des institutions internationales.

A défaut d'investir prioritairement dans la santé et l'éducation ils préfèrent aller se soigner dans les hôpitaux de luxe à l'étranger et envoient leurs enfants étudier dans les meilleures écoles occidentales.

Pour soutenir un train de vie qu'ils sentent menacé ils bradent les matières premières de leurs pays à des hommes d'affaires peu scrupuleux ou à des Etats peu regardant sur les droits de l'homme.

15 sur 108

Ils investissent dans des armements sophistiqués et s'entourent de milices privées pour réprimer les révoltes qui grondent partout aujourd'hui.

Le procès des biens mal acquis en France témoigne de l'inconscience et de l'immoralité de dirigeants mal élus pressés de jouir d'un pouvoir qu'il savent éphémère. Ils s'y accrochent en sachant qu'ils n'ont plus d'alternative. Et répriment à tour de bras leur jeunesse qu'ils condamnent ainsi à émigrer vers des pays où existe encore un peu de respect pour les droits humains.

ET POURTANT

Les ONG et les gouvernements occidentaux ainsi que les institutions internationales se sont lancés, souvent en ordre dispersé, parfois avec réticence et dernièrement avec de plus en plus de méfiance dans les décennies du développement, puis du développement durable avec des objectifs pour le Millénaire.

Des théories de développement plus ou moins sophistiquées ont été élaborés et mises en oeuvre. Du plan Marshall qui n'a jamais vu le jour mais dont l'idée est ravivée à chaque campagne électorale dans les pays occidentaux au développement auto-centré, endogène ou local, du développement planifié au développement intégré, à la microfinance, au pari sur le développement des ressources humaines, tout semble avoir été tenté.

Mais le temps passe et un double constat s'impose: d'une part les budgets de coopération n'ont jamais atteint le chiffre de 0,7% du PIB des pays du Nord comme préconisé par les experts en développement.

Aujourd'hui nous nous trouvons confrontés à des problèmes existentiels qui découlent de nos errements passés : le mal développement d'un continent martyrisé et surexploité qui cherche à survivre, le mal développement des pays industrialisés qui cherchent à perpétuer un modèle de développement qui a atteint ses limites, les conséquences de la mauvaise gestion des ressources d'une planète,

16 sur 108

et le terrorisme qui s'abrite sous une bannière islamique mais qui s'alimente de différentes révoltes contre les dérives actuelles du monde contemporain.

A mon modeste niveau , j'essaie de comprendre à travers mon parcours initial et la vie professionnelle et familiale que Françoise et menons ensemble depuis quarante ans comment on en est arrivé là.

APRES LES INDEPENDANCES

Après les indépendances et le remplacement des pouvoirs traditionnels par des administrations restées, souvent malgré elles, fidèles à l'ex administration coloniale, l'exode rural s'est accéléré la détérioration des termes de l'échange que dénonçait l'ancien président Léopold Sédar Senghor du Sénégal finirent par rendre la vie insupportable pour les populations. Il en résultait un exode rural massif vers les villes insalubres.

L'évolution des habitudes alimentaires des populations citadines et la dépendance accrue sur les produits de consommation importés ont fini par asseoir une économie locale entièrement tournée vers l'extérieur.

Le clientélisme cultivé par les gouvernants pour leur propre survie politique achève d'assombrir le tableau. La concentration des votes dans les milieux urbains les obligeant à soutenir l'importation de produits alimentaires de première nécessité et autres produits high tech ou de luxe pour répondre aux demandes des nouveaux riches des villes. C'était le prix à payer pour éviter les émeutes de la faim qui se déclenchaient sporadiquement ici et là.

17 sur 108

Les appels répétés ces derniers temps de plusieurs dirigeants africains pour un investissement massif dans le secteur agricole sont un cri de désespoir face à la concurrence déloyale des surproductions alimentaires importés des pays industrialisés.

Ces importations subventionnées ou bradées achèvent de mettre à plat une agriculture rendue moribonde par les conditions climatiques extrêmes et autres calamités naturelles.

Mais le rouleau compresseur de la dépendance alimentaire ne s'arrête pas là. Le continent africain reste largement sous peuplé malgré les prévisions alarmistes qui circulent. Il dispose encore de vastes terres inexploitées et d'immenses réserves d'eau.

Ces ressources sont devenues l'objet de toutes les convoitises de la part de pays moins bien nantis et des entreprises multinationales. Des pans entiers du continent sont bradés à des prix scandaleux par des dirigeants inconscients ou désespérés, voraces ou acculés par les créanciers.

L'impatience des jeunes se mesure à la gravité de la situation que leurs aînés semblent incapables de gérer. D'autre part le foisonnement des moyens de communication modernes, et les voyages de quelques-uns parmi ceux qui semblent réussir leur vie à l'étranger font miroiter l'eldorado fictif des villes occidentales.

Ils se sentent étouffés par des Etats prédateurs dirigés par des cliques corrompues qui étalent des richesses souvent mal acquises. D'où les révoltes de plus en plus fréquentes, de plus en plus violentes qui éclatent dans les villes africaines, notamment au Sahel.

L'horizon est bouché en Afrique pour une majorité de jeunes dont les parents ont tout sacrifié pour qu'ils réussissent et puissent à leur tour subvenir aux besoins de leurs frères et soeurs et leurs géniteurs. En effet, en Afrique, il y a peu d'épargne monétaire. Les parents investissent plutôt dans leurs enfants. Ces derniers, en retour, se sentent obligés de s'occuper de leurs parents vieillissants.

REJOINDRE L'EUROPE

Emigrer vers l'Europe semble être pour beaucoup de laissés pour compte, diplômés ou non, la seule solution pour leur survie et pour la prise en charge de leurs parents.

L'Europe leur refuse des visas, même quand ils arrivent à réunir les conditions draconiennes exigées par les ambassades occidentales. Loin de se décourager face à ce qu'il considèrent comme une injustice ils finissent par se persuader que réussir à venir en Europe relève d'une mission sacrée.

Ils sont prêts à braver toutes les difficultés pour traverser le désert et la mer, se confronter aux passeurs et aux esclavagistes, se déchirer la peau et les chairs sur les barbelés et affronter la rigueur du froid pour rejoindre la terre promise qu'on leur refuse.

La détermination de ceux qui s'infligent de graves blessures en forçant les barbelés de Ceuta ou Melilla pour entrer en Espagne est de celles à qui rien ne peut résister.

Une Europe sidérée frémit devant ceux que les télévisions présentent comme des hordes d'invasisseurs. Non, ce ne sont pas des barbares, non ce sont pas des malfaiteurs.

Beaucoup sont des enfants de bonne famille bien élevés, bien éduqués, généreux et solidaires des autres quand ils en ont les moyens. Et ce sont des sentiments altruistes qui les animent quand ils se lancent dans ces aventures périlleuses.

Bien sûr il y a, il y aura toujours des brebis galeuses dans le lot. Soit des bandits, ou des "losers" qui ne réussiront rien dans leur vie, que ce soit en Afrique ou en Europe.

Mais la majorité est constituée de gens ordinaires, de soutiens de famille, des pères ou des mères responsables, parfois des personnes extraordinaires, qui refusent juste d'être des damnés de la terre.

Les portes de l'Europe se ferment, le cœur de beaucoup d'Européens se durcit, surtout celui des populations occidentales qui se cramponnent à un mode de vie égoïste guidé par la jouissance et le

19 sur 108

plaisir, dans le refus de voir ce qui se passe ailleurs dans le monde ou même dans leur voisinage immédiat.

L'exode massif qui aboutit aux frontières de l'Europe entraîne un durcissement des politiques sécuritaires et une confusion s'installe entre terrorisme et migration. Se revendiquant de l'islam les terroristes arrivent à semer la confusion entre islamisme, terrorisme, migration et même l'immigration légale.

LA DERIVE TERRORISTE

Les idéologues de Daesh réussissent à manipuler une douleur, une souffrance pour endoctriner et pousser au sacrifice suprême des hommes, des femmes, des enfants à qui on refuse le droit de vivre.

Les cohortes de jeunes occidentaux qui sont allés combattre en Syrie sont là pour rappeler qu'une partie de la jeunesse occidentale est en parfaite synchronisation avec les autres jeunes du monde. Tous s'informent et s'expriment, communiquent sur les réseaux sociaux. Ils sont révoltés par les dérives d'un mode de vie qui condamne une partie de la population à la misère matérielle.

Si certains parlent dans ce contexte de misère morale, celle-ci serait plutôt à chercher du côté de ceux qui jettent la pierre aux migrants, ces derniers devenant les boucs émissaires des règlements de compte entre bandes criminelles rivales ou des combats menés par les groupes extrêmes en politique ou en religion.

La soif naturelle de justice de la jeunesse face à ce qu'elle assimile à de la barbarie la pousse à épouser une cause qui semble à leurs yeux seule capable d'arrêter ces dérives suicidaires du mode de vie moderne.

20 sur 108

Evoquer l'islam seul pour justifier les actes terroristes relève au mieux d'une simplification réductrice, au pire d'une supercherie monstrueuse pour détourner le regard ou banaliser d'autres problèmes que le monde moderne n'a jamais pu ou voulu résoudre.

Il y a le problème israélo-palestinien, les séquelles de la guerre d'Algérie, la colonisation, la traite des noirs, le massacre des Indiens d'Amérique, et, plus prosaïquement, les luttes en cours pour l'expansion hégémonique des pays dominants ou, enfin, la dernière mais pas la moindre, la guérilla économique que se livrent les Etats et les grands groupes financiers.

Les migrations massives vers l'Europe des populations africaines qui se sentent abandonnées à un triste sort, la multiplication des actes terroristes qui frappent indifféremment les villes du Nord et du Sud, l'émergence de mouvements comme le Front de Libération du Macina au Mali ou Boko Haram au Nigéria semblent relever d'un même sentiment de frustration généralisée à l'échelle mondiale.

Sentiment exacerbé par l'impuissance des dirigeants mal élus et mal inspirés. Les mouvements extrémistes manipulent cette réalité en ne proposant que de mauvaises solutions faites de violences et d'exclusion. Cette démagogie ne fera qu'aggraver la situation.

Sur le terrain ce sont des mafias et autres trafiquants d'armes, de drogues, de cigarettes et de médicaments frelatés, des marchands d'esclaves qui prospèrent sur la misère humaine.

Tout porte à croire cependant que les dérives du monde moderne qui nous conduisent vers tant de souffrances sont loin d'être une malédiction. Notre espèce semble poussée vers une extinction précoce, emportant avec elle toutes les autres espèces vivantes. Mais la peur d'une catastrophe imminente devrait réveiller la conscience du roseau pensant qui veut s'inscrire dans le temps et l'espace.

Une peur qui se traduit par notre impatience à profiter de la vie, à accumuler comme si nous ne devions pas mourir, à nous barricader par peur que l'autre veuille nous prendre nos biens, surtout quand ils sont mal acquis. Elle nous conduit à inventer des armes de destruction massive et à prépa-

21 sur 108

rer notre fuite vers d'autres planètes pour échapper au chaos ambiant, quitte à recommencer ailleurs et encore. Plus nous voulons changer, plus nous restons nous-mêmes.

DEUXIEME JALON

LE SEMINAIRE DE GAO

Retour sur terre et à un cheminement personnel et familial qui m'aura fait vivre un certain nombre d'expériences qui permettent d'avoir une autre lecture des problèmes sécuritaires qui minent notre quotidien aujourd'hui.

Grâce aux Dialogues j'avais pu avancer dans ma quête sur l'origine des Peulhs. Depuis Lomé nous avons organisé en février 1976 un séminaire international dans le nord du Mali sous l'égide des Quakers. La rencontre avait réuni pendant dix jours une cinquantaine d'éleveurs nomades Touaregs et Peulhs du Mali, Niger, Burkina, Sénégal et Mauritanie ainsi que quelques spécialistes internationaux .

Le lieu de la rencontre était un campement de huttes aménagées par des femmes Songhaï au bord du fleuve Niger près de Gao. Le thème était le devenir des populations nomades du Sahel à la suite des grandes sécheresses qui ont ravagé la zone sahélienne vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix.

L'initiative s'inscrivait dans le cadre des activités préparatoires pour l'organisation de la première grande conférence des Nations Unies sur la désertification qui s'est tenue à Nairobi en 1977.

Dans le partage des tâches j'avais eu pour mission de sillonner l'Afrique de l'Ouest pour recruter les participants et aider à la préparation des documents de travail. La rencontre particulièrement productive m'avait beaucoup aidé à avoir une vision plus complète des questions d'élevage, l'activité principale de mon ethnie d'origine.

Mes yeux se sont également ouverts sur les problèmes politiques, économiques et sociaux naissant de la nécessaire cohabitation entre éleveurs et agriculteurs, et des stratégies de survie qu'ils mettaient en oeuvre pendant les périodes de sécheresse.

23 sur 108

Les transhumances saisonnières et les migrations de longue durée tout comme la diversification des activités faisaient partie des stratégies développées. La vente des troupeaux était l'ultime recours tant pour un éleveur le bétail représente la meilleure forme de thésaurisation, l'animal étant une forme d'épargne sur pattes. Il ne faut y toucher qu'en désespoir de cause.

Parallèlement les Quakers soutenaient un grand programme de reconstitution de cheptels bovins dans la région de Goundam, au Mali. Le témoignage direct de nos collègues du Mali accompagnés des responsables touareg du programme ont permis aux participants de non seulement toucher du doigt les actions de reconstruction à mener après une catastrophe naturelle mais aussi de mettre un nom sur les nombreux problèmes matériels et socioculturels qui naissent de la sédentarisation des nomades.

On y retrouve, comme partout ailleurs sur les terres arides du globe, les problèmes d'accès à l'eau et à la terre, de cohabitation de cultures différentes, de maladies liées à l'eau, de chamboulements de modes de vie pour les hommes comme pour les femmes.

Sur notre chemin de retour, à la fin du séminaire, une surprise nous attendait à la frontière du Niger. Un coup d'Etat venait d'avoir lieu et l'armée nigérienne était sur les dents. On recherchait des putschistes Touareg dont certains que nous avions approché pour les inviter à notre rencontre. Nous nous sommes retrouvés bloqués pendant trois jours avec une vingtaine de participants à Labbezanga, un village paumé de la frontière, sans eau, sans nourriture et sans carburant pour retourner à Gao. Nous avons survécu en buvant l'eau du fleuve Niger, en partageant le quotidien de quelques pêcheurs Bozo. Au bout de trois jours les frontières furent rouvertes et nous arrivâmes épuisés et malades à Niamey où nous apprîmes que les putschistes avaient été retrouvés et fusillés. Ce fut mon initiation au problème de la rébellion touarègue, un problème qui dure toujours et qui se complique avec les coalitions qui se forment entre rebelles Touaregs et les réseaux "djihadistes" comme AQMI.

24 sur 108

Le séminaire de Gao s'est poursuivi par une enquête de terrain de six mois que j'ai pu conduire dans l'Oudalan voltaïque avec des chercheurs français travaillant auprès des populations d'éleveurs du nord de la Haute Volta (aujourd'hui le Burkina), notamment dans le cadre d'un projet de reconstitution du cheptel financé par un organisme catholique américain où j'allais d'ailleurs me retrouver après avoir quitté le programme Quaker.

LES PEULHS FACE AU TERRORISME

Ce fut à cette occasion que j'ai rencontré pour la première fois le Dr. Boubacar Sadou Ly, Docteur vétérinaire et directeur à l'époque de l'Organisation régionale de développement du Sahel et assurant à ce titre la coordination des actions de développement de la région.

Il allait par la suite créer l'APESS, une association pour la promotion de l'élevage au Sahel qui s'appuyait sur l'ensilage pour l'embouche bovine et ovine et pour l'alimentation du bétail en cas de sécheresse.

Il s'est également fortement impliqué dans la réhabilitation et la promotion de la culture peule à travers "Tabital Pulaaku", un réseau d'acteurs qui s'étend sur toute la bande soudano-sahélienne depuis le Fouta Djallon en Guinée et du Sénégal jusqu'à l'Adamaoua au Cameroun et le Nord Nigéria.

L'association dont il est un des dirigeants organise des rencontres pour essayer de résoudre les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Cette initiative arrive à point nommé dans un contexte de tension accrue entre éleveurs Peulhs et agriculteurs Mossi, Bissa, et autres agriculteurs sédentaires au Burkina Faso.

Au départ l'insécurité venait des querelles traditionnelles et saisonnières entre agriculteurs et éleveurs qui trouvaient presque toujours une solution dans une atmosphère d'entente cordiale.

25 sur 108

Mais l'aggravation de la situation économique a entraîné un développement du banditisme. Des vols de bétail se sont multipliés. Puis sont arrivés les "coupeurs de route", des brigands qui arrêtaient les véhicules de transport pour dépouiller les passagers.

En réponse à cette situation d'insécurité croissante les populations sédentaires se sont organisées en groupes d'auto-défense souvent armés appelés "Koglwéogo" en langue Mooré, la langue de l'ethnie Mossi, majoritaire au Burkina. Ces groupes mal contrôlés constituent eux-mêmes un danger réel à cause des dérives potentielles vers une justice expéditive sans recours aux autorités légales.

Beaucoup d'éleveurs peuls ont été victimes d'une justice aveugle qui a fait de nombreux morts dans leurs rangs. L'administration, saisie du problème, a pris des mesures pour enrayer un phénomène qui commençait à dresser les ethnies traditionnellement pacifiques du Burkina les unes contre les autres.

Puis l'insécurité a récemment pris un tournant dramatique avec les attentats terroristes perpétrés par des groupes armés venus du Mali, ces groupes recrutant des adhérents "djihadistes" dans les milieux Touareg et Peulh du nord du Burkina.

L'opinion a vite fait l'amalgame Touareg ou Peulh = terroriste, sous la poussée notamment des "Koglwéogo" et autres groupes identitaires locaux. Dans le contexte sahélien les conflits opposant les agriculteurs sédentaires aux éleveurs nomades peuls se confondent facilement avec l'opposition historique entre musulmans et non musulmans.

Ce fut la cas aussi au Mali voisin où des conflits violents entre Peuls et Dogons ont fait des dizaines de morts. L'amalgame est vite entérinée par les chasseurs de "djihadistes" venus d'Europe ou d'Amérique pour traquer au coeur du Sahel des terroristes en fuite en espérant en même temps pouvoir arracher ce qu'ils présentent comme étant des racines profondes du terrorisme international.

Il est à craindre que les armadas qui s'installent dans ces zones désertiques mais regorgeant de richesses minérales inexploitées se servent du terrorisme pour légitimer leur présence. L'objectif inavoué est d'organiser un retour en force des grandes entreprises occidentales avides d'exploiter à

26 sur 108

moindre coût les immenses ressources énergétiques et de matières premières longtemps mises en sommeil.

Cerise sur le gâteau, les dirigeants du Sahel sont invités à créer une force "low-cost" conjointe pour combattre le terrorisme et limiter la perte en vies occidentales, ces dernières étant déjà minimisées par le pilotage à distance de drones tueurs qui massacrent sans distinction des présumés djihadistes et des populations locales.

Les bruits de bottes contribuent aussi à l'insécurité en créant un climat de guerre dans des endroits où sévissent déjà des bandes armées menant des opérations de guérilla.

La lutte contre les terroristes au Sahel est avant tout une affaire de police et pas une guerre contre des armées régulières. En en faisant une guerre ouverte ce sont les populations que l'on chasse de chez elles, ce sont les jeunes, les futurs dirigeants qu'on pousse à l'exil vers des horizons incertains.

Cela vide encore plus les pays de leurs forces vives. Au risque de laisser le champ libre à une exploitation sans entraves des ressources par des appétits extérieurs au continent.

Les migrants meurent par milliers dans le désert, se noient dans la Méditerranée et les survivants sont refoulés vers les centres de rétention où ils subissent des traitements inhumains quand ils ne sont pas réduits à l'esclavage et vendus aux enchères en direct à la télévision.

L'avenir pour le Sahel n'est pas seulement dans la lutte actuelle contre le terrorisme. Il est à rechercher aussi dans le génie des peuples qui ont réussi à survivre et même à prospérer sur ces terres réputées inhospitalières.

Par le passé les interventions étrangères n'ont fait que déstabiliser des civilisations millénaires et des équilibres économiques, sociaux et culturels mûrement réfléchis.

Nulle part ailleurs dans le monde on ne trouve une civilisation qui prône autant la convivialité entre les peuples comme le Sanankouya - ou la parenté à plaisanterie - de l'empire mandingue, aucun système de sécurité sociale au monde ne peut égaler l'humanité de la prise en charge des anciens par

27 sur 108

leur descendance et leur entourage, nulle part ailleurs l'éducation de l'enfant n'est autant un apprentissage du vivre ensemble au lieu d'être un gavage de chiffres et de lettres depuis la petite enfance.

La vérité pour le Sahel, et sans doute pour le reste du monde, est à chercher ailleurs, ailleurs que dans cette course effrénée vers l'accumulation et la dilapidation des ressources de la planète. Le Dr. Ly Boubacar est un des fils du Sahel qui connaît le mieux l'homme sahélien et son environnement.

Des années de recherche et de pratique l'ont conduit à créer une Ecole de la Sagesse, à Dori dans le Sahel Burkinabé, où il enseigne son savoir visant à porter plus loin la réflexion sur les questions de développement, le fondement des richesses et de la pauvreté dans le monde et la source de tous les maux dont nous souffrons aujourd'hui.

Dans mon cheminement je devais retrouver le Dr. Ly bien des années après mon installation en France quand j'ai à mon tour lancé avec quelques partenaires depuis Lyon une ONG internationale qui a participé activement au processus d'élaboration et de mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Après avoir mis à notre disposition ses installations pour accueillir les travaux de lancement de nos activités de terrain au Sahel le Dr. Ly me dira: "Vous venez du dehors, moi je suis ici, j'observe, on verra!".

C'était sa façon on ne peut plus diplomatique de me dire: "on en a vu d'autres qui se sont cassé la figure ici! Le temps lui donnera pleinement raison bien que l'action qui a duré une douzaine d'années ait mobilisé beaucoup de financements internationaux, mis en route quelques dizaines de projets de terrain au Burkina et dans d'autres pays du Sahel.

L'association a également organisé des rencontres et participé à des négociations intergouvernementales aux quatre coins du monde avec l'appui incommensurable et inconditionnel de feu l'Ambassadeur Hama Arba Diallo, Secrétaire Exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Je reviendrai plus loin sur mes rapports avec cet autre digne fils du Sahel et sur l'oeuvre immense qu'il a accomplie.

28 sur 108

Curiosité de l'histoire , ces deux hommes ont en commun une ville emblématique du Sahel: Dori. Une ville qui accueillit en son temps Ahmadou Hampâté Ba en application d'une sanction de l'administration coloniale. Il avait dû rallier Dori à pied, depuis Bandiagara.

LA TRADITION DES MIGRATIONS

L'enquête sur le devenir des populations nomades du Sahel a porté sur les migrations vieilles maintenant de plus d'un siècle et demi. Ces migrants de la première heure se sont sédentarisés dans les territoires de la boucle du fleuve Niger au sud-est du Burkina Faso, dans le nord Togo et du Bénin suite à des calamités naturelles ou à des guerres claniques ou religieuses qui ont sévi au centre du Mali, foyer aujourd'hui du terrorisme dit "djihadiste".

Ce terrorisme étant d'origine locale ou une extension vers le sud de conflits nés au nord du désert du Sahara ou au Moyen Orient avec des répercussions jusque dans les capitales du Mali, du Burkina ou de la Côte d'Ivoire.

Cette instabilité au centre du Mali a toujours existé avant, pendant et après la colonisation française. De fait l'islam a fini par prendre racine de façon durable dans cette partie de l'Afrique et des marabouts itinérants venus du lointain Ferlo au Sénégal ou du delta intérieur du fleuve Niger ont rayonné par la suite vers les territoires plus au sud.

Aujourd'hui le commerce transsaharien s'est intensifié avec les moyens modernes de transport. Les camions et les véhicules 4x4 ont remplacé progressivement les caravanes de chameaux. Le commerce de l'or et du sel a cédé la place aux trafics de drogue, de cigarettes de contrebande, et surtout d'armes qui permettent d'équiper les rébellions touareg entre autres . Enfin , il y a les migrants, réfugiés politiques ou économiques fuyant les dictatures , les guerres ou les changements climatiques, calamités naturelles ou provoquées qui mettent à mal les économies des pays sahéliens.

29 sur 108

Des milliers de migrants venus des anciennes colonies françaises, britanniques ou portugaises - dont une majorité de jeunes, de femmes parfois enceintes et des enfants - faute de pouvoir obtenir dans leurs pays des visas auprès des ambassades des pays Europe, se lancent à l'assaut du désert avec l'espoir de pouvoir traverser la Méditerranée et rejoindre un des eldorados occidentaux.

Un rêve créé avec la colonisation et les écoles coloniales et entretenu par les livres et les journaux, la radio, la télévision, les touristes, les réseaux sociaux et les parents installés ou étudiant en Europe .

L'occasion créant le larron, des réseaux maffieux s'organisent pour tirer profit de la misère des migrants. Des passeurs sans scrupules entassent les malheureux sur les rafiots de fortune qu'ils lancent vers le large. Beaucoup finissent avec leurs cargaisons humaines au fond de la Méditerranée. Ceux qui ne peuvent pas payer de rançons aux passeurs sont réduits en esclavage ou abandonnés à leur triste sort dans le désert.

POLITIQUES EUROPEENNES ET MIGRATIONS

L'Europe vertueuse s'indigne, on envoie des bateaux de sauvetage à la rencontre des migrants désespérés. Ceux qui sont sauvés sont débarqués en Italie ou en Grèce, maintenant en Espagne.

Les centres d'accueil, là où ils existent, notamment dans les pays méditerranéens sont débordés. Très vite les conditions de vie des migrants deviennent exécrables. La solidarité et l'aide demandée aux autres pays de l'Union européenne tardent à se manifester ou se font à minima.

Beaucoup de dirigeants européens sont élus aujourd'hui avec une faible majorité. Ils ont peur de mécontenter leurs électeurs dont une proportion croissante s'érige contre l'accueil des migrants. Beaucoup d'électeurs virent à l'extrême droite par simple calcul politique, par ignorance ou sous l'influence d'une propagande politico-médiatique exacerbée par les réseaux sociaux.

30 sur 108

Alors les dirigeants se font inventifs. Ils demandent aux pays par où transitent les migrants de créer des centres de rétention, de filtrage où un tri est opéré entre les demandeurs d'asile et les réfugiés climatiques ou économiques.

L'Union européenne va jusqu'à proposer de transférer les migrants vers des pays tiers. Cela s'est vu déjà ailleurs depuis le début de la guerre contre le terrorisme.

D'autre part des financements sont accordés à des milices libyennes incontrôlables pour faire le travail d'un Etat dévasté et inopérant pour retenir ou refouler les migrants qui prennent la mer.

La conséquence de ce dispositif est que des milliers d'êtres humains sont entassés dans des cages, humiliés, affamés dans l'attente d'un rapatriement hypothétique pour certains, tant leurs pays d'origine tardent à venir les chercher.

Pire, des centaines de migrants font aujourd'hui objet d'une traite négrière par des milices armées libyennes. Ces crimes contre l'humanité dénoncés par les organisations humanitaires et les médias internationaux soulèvent l'indignation à travers le monde mais les dirigeants des pays d'origine des migrants démontrent par leur inaction toute leur incapacité ou leur mauvaise volonté de s'occuper de leurs compatriotes.

Au sommet UE-UA d'Abidjan du 29 novembre dernier le président Macron a proposé une évacuation d'urgence des migrants bloqués en Libye et une action de police musclée contre les passeurs maffieux qui alimentent les marchés aux esclaves. On attend que le Conseil de Sécurité de l'ONU prenne une résolution.

31 sur 108

Suite aux attentats terroristes ciblant la France et les autres pays européens depuis quelques années les Etats répondent en faisant adopter des politiques sécuritaires qui vont jusqu'à l'instauration d'un état d'urgence de longue durée.

Mais face au mécontentement qui s'exprime, l'état d'urgence est remplacé par des lois draconiennes au détriment des libertés publiques pourtant si chères aux démocraties occidentales.

Le fait que la plupart de ces attentats soient souvent attribués à l'islamisme radical et à Daesh ou Al Qaeda permet aujourd'hui d'instiller le doute dans les esprits en créant une confusion entre immigration et terrorisme alors que les migrants eux-mêmes sont les victimes de la terreur causée par les catastrophes naturelles et les régimes dictatoriaux.

Les courbes démographiques montrant une explosion des populations des pays pauvres sont agitées sans précaution par certains démagogues pour attiser la peur du migrant.

On en vient à oublier que l'afflux de sang neuf et de jeunes souvent diplômés est une manne inespérée pour les économies des démocraties occidentales vieillissantes. Les migrants ne viennent pas forcément manger gratuitement le pain des Français. Ils viennent, si possible, les aider à en fabriquer.

Ils ne viennent pas aggraver le trou de la sécurité sociales car ils sont prêts à aider pour le combler avec des cotisations payées à la sueur de leur front. Leur travail peut aider à faire tourner l'économie et aider et à payer les retraites et les frais de santé des seniors. Ils viennent aussi suppléer par des sacrifices personnels aux insuffisances de l'aide publique au développement en transférant de façon tout-à-fait légale de l'argent chèrement gagné vers leurs pays d'origine, pour construire des écoles et des dispensaires et des jardins dans leurs villages.

Ils font travailler des gens au pays et financent des projets mieux gérés que certains projets gouvernementaux qui sont souvent amputés par les ponctions systématiques d'une administration budgétivore ou des responsables malhonnêtes.

32 sur 108

Face à l'afflux des migrants les associations de bénévoles et les ONG humanitaires se mobilisent pour parer à l'urgent et pallier aux insuffisances des pouvoirs publics.

Mais ni la générosité des uns ni le durcissement des lois et la répression parfois violente des Etats ne semblent suffire comme réponse à un problème qu'on retrouve d'ailleurs aussi bien en Asie qu'en Amérique, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Pour ce qui concerne l'Amérique de Donald Trump, l'élection de ce dernier sur des bases "suprémacistes" et ses velléités de "bunkeriser" les Etats-Unis par l'adoption de lois anti-immigration, est un comble d'inconscience pour un pays bâti par des migrants et un révélateur des dérives actuelles des démocraties occidentales.

L'Europe se heurte au même problème avec ses nouveaux pays-membres de l'Est, ex-pays du rideau de fer soviétique, qui se barricadent derrière les barbelés. Et partout les partis xénophobes profitent des failles du système démocratique pour se hisser au pouvoir et se livrent à des exactions impunies contre des étrangers innocents, parfois simplement des compatriotes de couleur différente.

A LA RECONQUETE DU SAHEL

La France lance aujourd'hui des opérations militaires contre les terroristes du Sahel. L'opération Barkhane a pris la suite de Serval. Mais malgré l'utilisation de drones-tueurs pour assassiner les terroristes à distance, tout porte à croire que le pays va s'enliser dans cette nouvelle guerre des sables.

Des intérêts colossaux sont en jeu dans cette partie du monde réputée désertique mais qui regorge de richesses minières et énergétiques dans son sous-sol.

Le durcissement annoncé des lois sur l'exploitation du pétrole, du gaz de schiste et autres hydrocarbures en France laisse présager d'un transfert potentiel des industries extractives polluantes vers le Sahel.

33 sur 108

Areva qui exploite l'uranium du Niger a ouvert le chemin et la pollution générée près d'Agadez y restera pour longtemps.

En surface le Sahel et le Sahara ont toujours été le territoire des routes caravanières et du commerce transsaharien, aussi important que la route des Indes par la voie maritime ou la route de la Soie que le nouveau président Chinois Xi Jin Ping essaie de faire revivre sous une autre forme.

Le commerce très lucratif de l'or et celui des esclaves transitait par les pays sahéliens pour aller vers le nord et l'est du continent. Aujourd'hui s'y ajoute le trafic d'armes, de drogue et de produits high-tech.

Sous nos yeux se déroulent donc une guerre économique entre Etats occidentaux ou asiatiques toujours dépendant de pétrole, de gaz et de minerais divers, et des réseaux maffieux ou terroristes surarmés, des Touaregs sécessionnistes qui ont toujours été les seigneurs du désert, et des Etats sahéliens faibles, affamés et gangrénés par la corruption.

Aux côtés de la France les militaires belges et américains envoient aussi leurs effectifs. Ces derniers envoient du matériel lourd à Agadez au Niger, preuve qu'ils souhaitent s'installer dans la durée à l'image de ce qu'on a déjà vu en Irak, en Afghanistan.

Beaucoup reste à dire sur ce sujet mais l'armée américaine c'est d'abord la logistique. Quand des soldats américains se font tuer dans une embuscade au Niger la première question des journalistes et des parlementaires américains est de savoir si les hommes sur le terrain ont reçu tout l'appui logistique et technique nécessaires pour conduire à bien leur opération.

Les réticences de l'administration Trump à passer par les Nations Unies pour financer le groupe de coordination G5 Sahel piloté par les Etats sahéliens s'inscrit dans la logique d'efficacité de l'Amérique qui ne veut pas sous-traiter ce qu'elle sait faire mieux et plus que n'importe quel autre pays au monde. L'Amérique ne regarde pas à la dépense en matière de sécurité.

34 sur 108

Mais l'Europe et surtout la France, oui, car notre pays doit louvoyer entre ses moyens limités et son opinion publique volatile. Sur le terrain le recours à des supplétifs sahéliens permet de limiter les dégâts en termes financier et humain tout en montrant à l'opinion française que la France soutient les Etats sahéliens dans leur lutte contre le terrorisme.

La rapidité de l'intervention de la France au Mali a permis d'enrayer l'avancée des combattants islamistes venus du Sahara. Et l'extension du terrorisme vers le sud amène le déploiement des forces Serval et Barkhane. Plus au sud encore, la force Sangarys appuie les efforts de l'ONU et de l'Union africaine pour ramener la paix en Centrafrique.

Le déploiement de l'Africom par les Etats-Unis se fait en parallèle mais les deux interventions se font sous commandements séparés. Cet état des faits montre que l'objectif commun d'aider les Africains à lutter contre le terrorisme n'est pas la seule raison de tout ce déploiement.

Compte tenu des enjeux stratégiques que représente l'Afrique en termes de ressources énergétiques et minières, l'entrée de la Chine dans le domaine réservé des anciennes puissances coloniales et la possibilité d'utiliser la corruption pour négocier des contrats juteux, la conclusion s'impose qu'il y a là une opportunité qu'aucun pays industrialisé ne voudrait manquer.

La situation au Sahel était déjà complexe avant l'arrivée de la France qui a directement administré la zone pendant près d'un siècle par endroits sans jamais entrer suffisamment dans l'histoire de cette partie de l'Afrique.

Et l'Etat colonial est reparti en laissant le feu couver sous la cendre.

L'histoire retient que de vastes empires bien organisés et des civilisations bien ancrées ont précédé la colonisation. Ceux qui aujourd'hui encore refusent de reconnaître cette réalité sont dans l'erreur.

L'Afrique avait sa propre organisation.

35 sur 108

Le travail des explorateurs, missionnaires, administrateurs, ethnologues, historiens et autres chercheurs n'a pas débouché sur des projets de développement durable. La France s'est désengagée de ses anciennes colonies en sauvegardant ses intérêts à travers des liens de coopération privilégiés mais sans avoir résolu les conflits internes de la zone.

L'Etat malien, entre autres, en accédant à la souveraineté internationale, n'a jamais eu les ressources nécessaires pour contrôler ses longues frontières poreuses tracées au cordeau sur de vastes portions de désert par le pouvoir colonial.

Cet héritage empoisonné de situations ingérables a toujours empêché les gouvernements successifs d'avoir un contrôle significatif sur les immenses trafics en tous genres qui transitent sur les anciennes pistes caravanières du Sahara.

Ainsi les trafics d'esclaves, d'otages, d'armes, de cigarettes, de drogue, de véhicules et d'équipements high tech de provenances diverses. D'Europe ou d'Asie via les pays du Maghreb, l'Egypte, ou le Soudan ou d'Amérique latine via les ports ou les aéroports de la côte atlantique de l'Afrique.

Des fortunes ont été bâties sur ce vaste no man's land à travers ces flux commerciaux hors de tout contrôle étatique. Il faut aussi et surtout compter avec les réserves de ressources naturelles immenses qui gisent dans le sous-sol sahélo-saharien.

Du pétrole et du gaz, de l'uranium, du fer, et même de l'eau fossile en quantités importantes qui suscitent un nouveau "scramble for Africa" de la part des grandes puissances dont la France, les Etats Unis, la Chine.

L'exploitation de ces ressources attire des groupes industriels divers et ouvre la voie à des pratiques maffieuses en tous genres, y compris les prises d'otage et les extorsions de fonds qui vont avec.

Aux ressources fossiles il faudrait ajouter l'exploitation de l'énergie solaire inépuisable de cette zone. Elle pourrait à terme remplacer les énergies fossiles non inépuisables.

36 sur 108

Sur un autre plan les élites dirigeantes héritières de la colonisation sont issues majoritairement des populations sédentaires du sud, populations noires considérées depuis la nuit des temps comme un vivier d'esclaves pour les pays Arabes grands consommateurs de bois d'ébène.

Le Mali, à l'image des autres états sahéliens issus de la colonisation, n'a pas de ce fait su asseoir de légitimité crédible sur un territoire vaste comme deux fois la France.

Un territoire arpenté au nord et à l'est par des clans guerriers nomades, jaloux de leur liberté, qui voient d'un mauvais oeil le contrôle et l'exploitation de leurs territoires de transhumance par des administrations qu'on leur impose.

Facteur aggravant, la déstabilisation de la Libye qui a eu pour conséquence la mise sur les marchés de tonnes de matériel militaire et des armes de tous calibres. Une déstabilisation à l'initiative d'un président français qui a tout fait pour éliminer le colonel Kadhafi en vue d'effacer les traces de ses relations intéressées avec ce dernier.

Cette action faussement conduite sous l'égide de la communauté internationale a été une aubaine pour les groupes armés qui essaient le Sahel. Les stocks d'armes et de munition libyens se sont retrouvés aux mains des combattants Touaregs qui luttent pour leur indépendance, les réseaux mafieux qui écument le désert ou des "djihadistes" et autres terroristes venus de plus loin pour continuer leur combat contre l'occident au Sahara et dans les pays du Sahel.

Les terroristes qui frappent aveuglément et indifféremment les ressortissants occidentaux et leurs partenaires locaux, parfois les civils innocents. Ils s'en prennent aux armées régulières locales démotivées par le manque de moyens et la dureté du climat autant que par l'hostilité des populations nomades.

A l'issue de nombreuses attaques violentes et des défaites cuisantes qu'elles ont subies les armées nationales ont par ailleurs une peur incontrôlable des combattants aguerris et surarmés qu'ils doivent affronter. Elles sont souvent mises en zéroute sinon massacrées.

37 sur 108

Dans ce contexte les casques bleus de l'ONU deviennent eux aussi des cibles. Et les répressions brutales exercées par les forces gouvernementales sur les populations nomades contribue à radicaliser les jeunes générations sahéliennes.

Les exactions commises accélèrent leur ralliement aux terroristes étrangers pour conduire avec eux des attentats jusqu'au sud du Sahel. Ces ralliements se négocient facilement contre de l'argent auprès des jeunes désœuvrés et à l'avenir bouché.

L'assurance d'avoir suffisamment d'argent pour leur permettre de subvenir aux besoins de leur famille proche les incite à aller mourir en martyrs comme l'ont montré les enquêtes sur les attentats de Bamako, Ouagadougou ou Grand Bassam.

Face à cette situation il est clair que la réponse armée ne peut pas être la solution. La politique de la canonnière est l'arme du faible qui essaie de démontrer qu'il est fort.

Le recours à la violence est une régression de l'humanité. La force physique ne produit jamais de paix durable. Les exemples d'échecs abondent de part le monde. Au moyen Orient, comme en Asie, en Amérique latine et même à l'intérieur des démocraties occidentales: émeutes raciales, révoltes des banlieues, querelles ethniques, conflits inter religieux, élections politiques, la liste est longue. (cf Martin Luther King, Nelson Mandela, le Mahatma Ghandi, Itzak Rabbin).

Au cours de ces dernières décennies les différentes interventions armées des pays occidentaux sur le continent africain ont largement montré les limites de cette approche.

Et le renforcement de la puissance de feu ainsi que la multiplication des assassinats à distance ne feront qu'aggraver la situation.

A l'échelle mondiale, il y a toujours eu de la violence quelque part sur la planète. Mais après cinquante ans d'une accalmie relative, depuis la deuxième guerre mondiale qui a atteint son paroxysme à Hiroshima et Nagasaki , l'humanité semble être entrée dans un nouveau cycle de violences incontrôlables.

38 sur 108

Sur le reste du continent les atrocités continuent depuis plus de vingt ans dans les pays des Grands Lacs africains, le Rwanda se relève à peine du génocide de 1994, d'autres guerres naissent et ne s'arrêtent plus au Moyen Orient.

L'attaque du World Trade Center a été suivie de répliques tout aussi sanglantes en Afghanistan, Pakistan, Indonésie, Kenya, Europe, et de nouveau les Etats Unis et le Canada.

Le drame qui fait l'actualité du moment est la mort par noyade de milliers de migrants en Méditerranée et les conditions atroces de leur enfermement lorsqu'ils sont refoulés des côtes européennes.

Nous assistons également en direct à la télévision à l'expulsion violente des centaines de milliers de Rohingyas en Birmanie, aux effets de la famine qui emporte des milliers d'enfants au Soudan, au Yémen, en Somalie, à des hommes et des femmes kamikazes qui se transforment en bombes humaines sur les marchés au Nigéria ou en Somalie, sinon autour des champs de ruine laissés par les bombardements occidentaux en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Syrie au Nigéria. Et la liste continue de s'allonger.

L'INQUIETUDE MONTE

La présente réflexion souhaite confronter une expérience de vie familiale et professionnelle à une actualité brûlante pour essayer de comprendre une réalité complexe et aider à trouver une voie de sortie de crise.

Car il s'agit bien d'une crise, grave, mondiale et prévisible parce que le terrorisme est une réaction à des actes posés et à des circonstances créées par l'homme.

Sa gravité tient aussi de l'ampleur géographique du phénomène, de sa durée et de la concomitance de ses deux composantes principales: le terrorisme islamiste et la crise environnementale. Le premier n'est nouveau que par sa référence religieuse précise et l'engouement qu'il suscite auprès des jeunes en révolte contre le mode de vie occidental.

39 sur 108

Beaucoup sont des jeunes en difficulté économique et sociale certes, mais le ralliement de jeunesses venant de tant d'horizons géographiques et d'éducatifs diverses mérite que l'on se penche sérieusement sur les origines profondes du mal et qu'on ne se contente pas, comme c'est le cas actuellement, de renforcer l'arsenal sécuritaire destiné à neutraliser des terroristes identifiés ou potentiels.

Cette approche, outre les contraintes qu'elle impose aux forces de sécurité et aux citoyens, revient à traiter les symptômes les plus visibles mais pas les racines profondes du mal. C'est possible de se débarrasser des terroristes mais c'est difficile d'éliminer le terrorisme.

La crise environnementale quant à elle mobilise la communauté internationale depuis au moins le Sommet de la terre de 1992 à Rio de Janeiro. L'ONU a réussi à faire adopter une série de conventions intergouvernementales pour la protection de la biodiversité, du climat, des zones humides comme des zones arides ou de montagne, les risques nucléaires et tant d'autres.

Mais leur mise en oeuvre laisse à désirer tant les mesures restrictives identifiées comme étant indispensables pour freiner la dégradation de notre environnement se heurtent à des enjeux économiques colossaux. Et ce, malgré l'urgence du danger qui menace l'essentiel: la vie des hommes - qui sont largement responsables de son déclenchement - mais aussi celle de la totalité des espèces vivantes et du support nourricier de la planète.

C'est au point que l'espoir d'une vie meilleure sur d'autres planètes commence à naître. Les avancées scientifiques en matière de recherche spatiale poussent déjà quelques pessimistes nantis, ou des optimistes clairvoyants, à s'inscrire pour des vols sans retour vers la planète mars où l'homme imbu de lui même peut recommencer ce qu'il sait faire de mieux: démolir son prochain et détruire son environnement.

Sans jeu de mots inapproprié il est possible de conclure que, face à la nature, l'homme est un terroriste kamikaze équipé d'armes de destruction massive. .

TROISIEME JALON

DES DIALOGUES AUX ACTIONS DE TERRAIN

Comme indiqué plus haut, j'avais retrouvé Arba dans le cadre du programme des dialogues internationaux en Afrique de l'Ouest sous l'égide des Quakers. Il faisait partie du conseil qui pilotait notre travail à partir de notre siège de Lomé au Togo.

Hasard ou prédestination, Madame l'Ambassadrice Joséphine Guissou, maintenant Madame Ouédraogo et ex-ministre de la condition féminine de Sankara, et Michel Kafando, ex-président de la République sous la transition de 2015 furent aussi du groupe de conseillers des Dialogues de Lomé.

Je me fais un devoir de citer ici Annette Mbaye D'Erneville du Sénégal avec qui j'ai renoué contact quand j'ai été affecté avec Françoise au Sénégal, quelques années après Lomé.

Une poignée d'autres décideurs d'Afrique de l'Ouest faisaient partie de nos conseillers. Tous occupaient des postes stratégiques au sein de leurs gouvernements respectifs. La majorité a fini par devenir chefs d'Etat ou de gouvernements.

En treize ans d'activité les Dialogues ont organisé une série de conférences sur les problèmes de développement dans pratiquement tous les pays nouvellement indépendants d'Afrique de l'Ouest.

S'inspirant d'un travail qu'ils faisaient déjà auprès des ambassadeurs africains près de l'ONU à Genève les Quakers de Philadelphie, en collaboration avec les Quakers africains des pays anglophones d'Afrique dont le Ghana, le Nigéria, le Libéria, la Sierra Leone et la Gambie, ils soutenaient le programme des Dialogues qui réunissait les Africains francophones et anglophones autour de préoccupations communes sur les problèmes d'éducation, de santé, d'économie, entre autres.

41 sur 108

J'ai été recruté à Philadelphie, siège des Quakers américains, lorsque je terminais mes études de communication à New York et étais en attente de savoir si j'allais décrocher un poste aux Nations Unies.

Habitant International House, une résidence étudiante new-yorkaise de la Fondation Rockefeller dont j'avais reçu un fellowship (une bourse) pour m'occuper des activités de loisir j'y ai croisé - encore une coïncidence due à mes ancêtres - un ancien directeur des Dialogues de Lomé qui m'a mis en relation avec Philadelphie.

Après un stage d'orientation de quelques jours je suis retourné en Afrique via l'Europe où j'ai voyagé à travers, la France, l'Allemagne, la Suisse et l'Espagne avant de rejoindre mon poste.

Les Dialogues finissaient d'organiser une série de trois réunions sur la sécheresse et de la désertification qui ont gravement affecté les pays du Sahel vers la fin des années 60 et au début des années 70.

Le problème devait entraîner l'organisation par les Nations Unies d'une première conférence internationale sur ce sujet en 1977 à Nairobi.

La problématique de la sécheresse et ses conséquences a mobilisé beaucoup d'acteurs internationaux. L'agence de l'ONU pour la zone Soudano sahélienne UNSO qui avait à sa tête Hama Arba Diallo, l'UNICEF, le PNUD, le bureau de l'Union européenne, la FAO, le Saint Siège, entre autres, mais aussi plusieurs associations et ONG internationales comme OXFAM ou Africare, les Volontaires français ou hollandais, Frères des Hommes, Terre des hommes, Save the Children, le secours catholique français ou américain.

Toutes voulaient s'impliquer dans la lutte contre la sécheresse et la famine, sauver des enfants, forer des puits, construire des barrages, assainir l'eau, reconstituer les cheptels, faire du reboisement, vacciner les enfants, fournir des médicaments.

42 sur 108

La coordination de tous ces efforts posait un défi énorme, pour le gouvernement et pour les acteurs eux-mêmes qui se retrouvaient en concurrence sur les mêmes projets. L'aide alimentaire en particulier constituait un point de friction important entre les tenants d'une aide d'urgence massive et ceux qui voulaient plutôt relancer la production agricole locale.

De gros tonnages de surplus de lait en poudre de l'Union européenne transitaient par le port de Lomé avant de prendre la route à bord de camions de toutes tailles.

Les emballages de carton et de papier souffraient des rudes manipulations au cours des opérations de chargement et déchargement ainsi que du mauvais état de la route et des camions, entraînant des pertes énormes.

Après les pluies, la poudre de lait qui s'échappait des sacs éventrés pendant les transferts transformait en véritable patinoire la route Lomé-Ouagadougou sur des centaines de kilomètres en la recouvrant d'une longue traînée blanche.

Une bonne partie de l'aide était également détournée et revendue sur les marchés locaux. Outre le lait européen, il y avait l'huile, le riz, la farine de maïs, le gruau de sorgho fortifié au soja américain, des formules miracles pour bébé, des tonnes de médicaments divers et des ballots d'habits.

A la fin de ma mission de terrain pour les Dialogues en 1977, j'ai quitté Lomé pour rentrer à Ouagadougou et me retrouver plus près de mes parents.

Cela faisait des années que je les avais quittés pour mes études supérieures à Dakar, Abidjan et New York. Avec mes diplômes et mon expérience avec les Quakers toutes les options professionnelles s'ouvraient à moi.

Après un temps d'hésitation entre la possibilité d'intégrer la sécurité limitée de la fonction publique et rejoindre la grande aventure mondiale du moment auprès des ONG internationales c'est cette dernière option qui l'a emporté.

43 sur 108

Cela me permettait de continuer à travailler en bilingue anglais-français et correspondait davantage à mes aspirations, compte tenu aussi de ma toute nouvelle expérience dans les actions de reconstruction et le développement.

LE CATHWEL

OUAGADOUGOU

Des collègues américains rencontrés sur le terrain m'ont poussé vers l'antenne nationale d'une ONG siégeant à New York. C'est ainsi que j'ai été engagé comme responsable du bureau des projets du secours catholique américain, le CRS-USCC, autrement connu sous le nom de Cathwel, abrégé de Catholic Welfare, le sigle télex de l'association.

Le CRS travaillait à l'époque dans 22 pays d'Afrique dont le Sénégal, la Gambie, la Sierra Léone, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Bénin à l'ouest. Et à l'est l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda. L'association couvrait donc toute la bande sahélienne d'Ouest en est.

Le CRS se spécialisait sur l'aide alimentaire et nutritionnelle pour les enfants en période de croissance dont les préscolaires âgés de 0 à 6 ans inscrits dans les centres de santé et PMI. La tranche d'âge de 7 à 16 ans concernait les enfants des écoles primaires inscrits dans les cantines scolaires en collaboration avec l'association française "Frères des Hommes" ainsi que les enfants plus âgés fréquentant les centres de formation des jeunes agriculteurs.

Cette aide alimentaire a été ensuite étendue aux familles des enfants car, dans les périodes de disette, il était difficile d'isoler les enfants de leurs familles pour pouvoir les nourrir séparément. Les rations distribuées étaient immanquablement partagées avec les autres frères et soeurs et même avec leurs parents.

Cette décision impliquait le doublement, voire le triplement des rations distribuées, et donc des tonnages importés. Escalade qui conduisait à la nécessité de construire ou de louer des entrepôts de plus grande capacité, et d'affréter des flottes de camions pour assurer le transfert rapide des denrées alimentaires et médicales vers leurs destinations finales.

45 sur 108

Cet enchaînement signifiait une plus grande dépendance du CRS vis-à-vis de l'USAID, l'agence officielle d'aide au développement des Etats-Unis, au titre de la Loi PL 480, Titre II, votée par le Congrès américain.

A ce stade nous avons commencé à nous poser une question d'éthique: jusque-là le CRS fonctionnait en grande partie avec les ressources des fonds de carême versés à l'époque par les cinquante millions de catholiques américains et gérés par la conférence épiscopale USCC.

Avec ce financement de départ la PL 480 autorisait le gouvernement fédéral à verser des fonds de contrepartie au CRS. L'augmentation brusque des dépenses sur le terrain entraînait donc un plus grande dépendance du CRS vis-à-vis du gouvernement de Washington.

C'était là un argument que les détracteurs de l'aide alimentaire mettaient en avant pour accuser le CRS d'être devenu un instrument politique aux mains du gouvernement américain.

Parmi ces détracteurs il y avait les associations françaises comme "Frères des Hommes", "Terre des Hommes", l'Association des volontaires du progrès (AFVP) et bien d'autres encore. Plus surprenant encore, la cellule de Nutrition du ministère de la santé dont les cadres avaient été formés en France, s'élevaient contre l'aide alimentaire américaine, alors que le gouvernement avait signé un accord de coopération avec le Cathwel.

Mon travail qui consistait à gérer les demandes de financement pour les projets de développement élaborés par les acteurs locaux dont les associations villageoises, les volontaires, les écoles, les églises.

Je m'occupais aussi du "Food for Work", un programme de travaux communautaires en échange de vivres. Les projets concerneraient les activités de reboisement, les constructions de puits, de petits barrages, de routes secondaires, les jardins scolaires, l'élevage de volailles ou la reconstitution de cheptels dans le nord du pays.

46 sur 108

Même les militaires s'y mettaient et grande fut notre surprise le jour où un fringant lieutenant nommé Thomas Sankara, commandant du Centre Commandos de Pô se présenta dans nos bureaux, fit un salut impeccable devant notre directeur ahuri et nous demanda de lui fournir du ciment et du fer à béton pour un projet de construction de puits qu'il conduisait avec ses hommes. Il va sans dire que sa demande a été acceptée sur le champs et que le projet a été réalisé en un temps record.

Un collègue racontera qu'au cours d'une visite de suivi il a vu le lieutenant houspiller ses hommes qui étaient longs à allumer les mèches des bâtons de dynamites que les militaires utilisaient pour creuser la roche souterraine. Les hommes descendaient lentement à la corde au fond du puits avec une cigarette allumée, amorçaient la mèche et remontaient avant l'explosion. Lui, il coupa une cigarette en deux, l'alluma et descendit faire le travail en moitié moins de temps!

L'histoire retiendra que l'homme pressé de creuser des puits a voulu imposer un rythme de changement aussi rapide à son pays quand il a accédé quelques années plus tard à la présidence de la République. L'intention était bonne mais la réalisation aller irriter beaucoup de monde.

Il y perdra la vie. Mais il aura créé un pays nouveau et redonné de l'espoir à tout un peuple.

L'Afrique et le monde se souviendront de lui.

"UNE SOEUR DES HOMMES"

Clin d'oeil de l'histoire, mon entrée au Cathwel allait aussi marquer un tournant capital de ma vie professionnelle et personnelle. C'est là que, contre toute attente, j'allais rencontrer ma future femme, Françoise, la surveillante générale du programme Nutrition et Santé du Cathwel.

Elle était à ce poste depuis déjà quatre ans ans quand je suis arrivé. Infirmière et puéricultrice DE venue de Toulouse elle avait servi au départ comme volontaire du progrès au Niger et au Gabon avant d'intégrer Frères des Hommes à Fada'NGourma au Burkina Faso.

Première "soeur des hommes" elle avait croisé professionnellement l'ancienne surveillante du Cathwel, Liliane. A la fin de son séjour cette dernière lui a proposé de la remplacer.

47 sur 108

Le poste venant avec la garantie d'une plus grande autonomie et plus de moyens de travail Française a accepté et s'est retrouvée à la tête d'une structure légère disposant de moyens importants pour agir à l'échelle nationale en faveur de l'enfant africain.

L'idéal pour elle qui rêvait d'avoir une certaine autonomie. Avec quatre autres infirmières locales et étrangères elle organisait le travail d'une équipe d'employés locaux pour la distribution de vivres, de médicaments et la surveillance de la croissance des enfants dans plus de deux cents centres de santé à travers le pays.

Comme je m'occupais du suivi de la gestion des projets locaux de développement financés par le Cathwel nous devions souvent travailler ensemble, notamment quand je me suis occupé de la construction de magasins et d'un projet avicole destiné à améliorer l'alimentation des élèves dans les centres de formation des jeunes agriculteurs (CFJA).

J'avais également besoin de ses chiffres pour l'établissement des estimatifs annuels des besoins (AER: Annual Estimates of Requirements) en termes de tonnages de vivres à adresser à l'USAID via notre siège à New York.

Après une année de collaboration et de vie commune nous avons décidé de nous marier. Dépendant d'un employeur américain et couverts par les assurances américaines, nous nous sommes mariés devant un juge à New York en 1978 et notre fils Anthony est né au Lenox Hill Hospital la même année.

De retour à Ouagadougou nous avons continué nos activités puis ce fut la naissance d'Hélène notre fille aînée, cette fois à l'hôpital de Lagrave à Toulouse, la ville où Française avait fait ses études.

De retour encore une fois à Ouagadougou nous avons décidé de nous éloigner un peu du Burkina pour alléger la pression de la famille proche et changer d'air. Le CRS nous a proposé et nous avons accepté de participer avec deux autres collègues Américains à l'ouverture d'un nouveau programme à Djibouti, un pays nouvellement indépendant sur la corne de l'Afrique.

DJIBOUTI

Le défi à relever était la mise en place d'un programme d'assistance alimentaire dans ce nouveau pays, désertique, montagneux et volcanique, avec des températures extrêmes et sans ressources naturelles visibles à part des sources géothermiques, la mer et les sédiments de sel du lac Assal, un lac salé situé en dessous du niveau de la mer et exploité à mains nues par des caravanes de bédouins Afar ou Somalis à la peau tannée par le soleil.

Djibouti se trouve sur le détroit du Bab El Mandeb, entre la Mer rouge et l'Océan indien, un emplacement stratégique convoité à la fois par la France, les Etats-Unis et l'URSS. L'administration balbutiante rendait les négociations pour un accord de siège longues et ardues.

Il y avait beaucoup de réfugiés de la guerre de l'Ogaden entre l'Ethiopie et la Somalie, des réfugiés érythréens fuyant le régime dictatorial d'Asmara, et des sinistrés djiboutiens de la sécheresse qui sévissait depuis des années sur la corne de l'Afrique.

La réception, le stockage, l'acheminement et la distribution de vivres et d'équipements de première nécessité aux camps de réfugiés d'Ali Sabieh, de Dikhil, de Tadjourah et d'Obbock nécessitaient beaucoup de moyens et de patience.

La situation était compliquée par l'intransigeance des sinistrés nationaux qui exigeaient d'être servis en priorité et voulaient que l'aide alimentaire soit livrée jusque devant leurs toukouls (huttes) implantés loin des rares routes à peine carrossables dans des zones caillouteuses et désertiques.

Malgré la taille réduite du pays et sa faible population (un million d'habitants dont la moitié dans la seule capitale) les tonnages des vivres importés des Etats-Unis pour Djibouti ont rapidement atteint le niveau de ceux de pays plus grands comme le Burkina Faso ou le Sénégal.

49 sur 108

Françoise s'est beaucoup plu à Djibouti. Son assistante Ismahan et son mari Youssouf nous ont permis d'entrer un peu dans l'intimité de la vie djiboutienne et nous avons tissé des liens d'amitié qui durent toujours. Elles ont fait des tournées mémorables ensemble et c'est avec regrets que nous avons quitté Djibouti après un an et demi de travail. Nous y avons également rencontré l'actrice Liv Ulmann qui était venue voir Françoise pour se renseigner sur son programme d'assistance nutritionnelle en faveur des enfants.

Connaître ces zones inhospitalières de l'Afrique permet de mieux comprendre le désir d'évasion des populations de jeunes qui aujourd'hui cherchent désespérément à traverser la Méditerranée pour trouver asile dans des pays d'Europe réputés plus vivables. Toute l'aide alimentaire du monde ne saurait, même si elle pouvait se pérenniser, suffire à retenir sur place les populations surtout jeunes qui aspirent légitimement à un avenir meilleur.

DAKAR

Après notre année et demi à Djibouti - dont un mois de vacances prises en France au cours de l'été 1980 - nous avons retraversé le continent en passant par Nairobi pour un débriefing avec le directeur régional du CRS, le coordonnateur des programmes de nutrition et santé dans les pays d'Afrique.

En février 1981 nous avons débarqué d'un long vol de la PAN AM à Dakar avec nos enfants de 3 et deux ans.

Le président Abdou Diouf venait de succéder à Léopold Sédar Senghor à la tête du Sénégal et notre représentation y jouissait, à l'instar des autres pays africains, du statut et des privilèges accordés aux institutions internationales. J'y réoccupais le poste d'adjoint au directeur et Françoise y reprenait la tête du programme phare de CRS/Sénégal avec une équipe d'une douzaine d'employés locaux.

50 sur 108

Le programme de protection nutritionnelle et sanitaire (PPNS) couvrait 450 centres PMI à travers le pays. 450 infirmiers dont 16 coordonnateurs régionaux effectuaient le travail de terrain et les statistiques sur la croissance des enfants remontaient jusqu'à Françoise et ses assistants. J'assurais le traitement informatique des données que nous présentions trimestriellement au ministère de la santé.

Le Sénégal n'a pas été épargné par les sécheresses qui ont ravagé tous les pays du Sahel à l'époque. Les sinistrés se comptaient par dizaines de milliers. L'aide alimentaire du CRS a augmenté en conséquence.

Les détournements aussi. Une de mes premières missions au Sénégal a consisté à enquêter sur ces infractions en marquant les sacs expédiés vers les centres de santé dans les 8 régions du pays. L'enquête a mis à jour un vaste trafic avec des allers-retours à travers tout le pays et des ramifications dans les pays voisins, la Gambie, la Mauritanie et le Mali.

Le gouvernement organisait des réunions de coordination de la lutte contre la sécheresse avec les organismes donateurs sous l'égide des Nations Unies. J'y participais avec notre directeur de programme.

J'avais revu l'Ambassadeur Hama Arba Diallo à l'occasion d'une de ces réunions. Il coordonnait le travail de l'ONU sur toute la zone soudano-sahélienne.

Notre séjour à Dakar m'avait également permis d'aller en famille saluer Annette Mbaye d'Erneville, la grande dame de Radio Sénégal et ancienne des Dialogues de Lomé, dans sa villa de la SICAP.

C'est à Dakar aussi que j'avais commencé mes études de médecine s en 1970 avant de partir pour Abidjan et ensuite à New York. J'y retrouvais donc mes marques.

Les enfants y ont commencé la maternelle en 1981 chez "Mamadou et Bineta" et Anthony était déjà passé en CP à l'Ecole du Plateau quand nous avons quitté le Sénégal en 1985.

51 sur 108

Entretemps nous étions retournés au Burkina pour revoir la famille et quelques amis proches. Nous en avons profité pour répondre à l'invitation de Pierre , un ami commun, un prêtre catholique d'origine lyonnaise qui était en poste à Téma Boken, le village natal de Thomas Sakara. Le père de Thomas était cathéchiste et Pierre connaissait donc la famille.

Pierre et deux autres prêtres de sa paroisse constituaient une équipe très dynamique et nous avons collaboré dans le cadre de notre travail au Cathwel. Françoise dans le domaine de la santé et de la nutrition avec la PMI des soeurs de Téma et à moi à travers un projet de développement rural avec des scouts que Pierre encadrait.

Pour l'occasion l'équipe de prêtres venait de terminer la construction d'une église et nous étions invités à la cérémonie d'inauguration.

A notre grande surprise et sans qu'on sache qui l'avait informé de notre présence, Thomas Sankara est venu nous rendre visite dans notre logement chez les Pères Blancs. A l'époque il était ministre de l'information. Nous étions en 1982, juste un an avant la révolution et nous devions nous revoir plusieurs fois par la suite.

Et Pierre est resté un ami proche que nous avons retrouvé avec sa famille à Lyon.

De retour à Dakar nous avons commencé à nous installer pour une longue durée dans une villa du Point E. C'est alors que des différends avaient surgi entre nous et notre directeur de programme qui avait un peu trop tendance à fermer les yeux sur le laxisme dans la gestion du programme. New York avait voulu résoudre le problème en nous proposant un transfert à Haiti.

Nous avons décliné cette offre et j'avais fait un aller-retour à New York pour en discuter avec le siège mais c'était une démarche inutile parce que le directeur régional voulait d'abord nous séparer et ensuite seulement il envisagerait de prendre des sanctions.

Alors nous avons décidé de prendre un congé sans solde de six mois pendant que les que les enfants terminaient leur année scolaire. En attendant j'ai signé un contrat temporaire de consultant avec la

52 sur 108

PANA (l'agence panafricaine d'Information) qui s'installait à Dakar. C'était dans le cadre du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication soutenu par l'UNESCO.

Pendant un an je me suis occupé des installations techniques et des services généraux de l'agence. J'avais également été chargé de l'organisation matérielle de la réunion du conseil des ministres de l'information, l'organe qui coiffait la PANA. Mon poste m'a permis de côtoyer de nombreux journalistes et les ministres de l'Information de la plupart des pays africains.

De nombreuses personnalités étaient venues visiter la première agence panafricaine qui alimentait toute l'Afrique avec des nouvelles écrites par des Africains.

Michelle Cotta était venue pour l'installation d'un faisceau hertzien fourni par la France et Hervé Bourges avait rendu visite au fondateur de la PANA.

Françoise, entretemps, avait trouvé un poste de puéricultrice dans une pouponnière tenue par les soeurs. C'est là que nous avons rencontré Claire et Eric, deux jeunes médecins français, qui sont devenus des amis que nous allions retrouver plus tard en France.

Avant de quitter la PANA j'ai été chargé par le bureau régional de l'UNESCO d'une étude sur le développement de la communication dans les îles du Cap Vert. C'est le moment qu'a choisi notre troisième, Claire Danéjo pour se présenter au monde. Elle est née à l'hôpital Principal de Dakar juste après mon retour du Cap Vert.

C'est le moment aussi que le Cathwel a choisi pour nous annoncer que nos contrats ne seraient pas renouvelés. Avec cette nouvelle donne il nous fallait décider soit de rester à Dakar et vivre avec trois enfants en bas âge, soit de retourner vivre au Burkina où les militaires venaient de prendre le pouvoir.

L'envie était forte d'autant plus que j'avais revu Thomas Sankara quand il était de passage à Dakar et Fidèle Toé, un autre ami du lycée de Bobo, qui était alors ministre de la Fonction publique, et

53 sur 108

même Blaise Comparé, alors ministre de la justice. J'étais assuré d'avoir un poste au gouvernement si je souhaitais rentrer pour aider la révolution.

La tentation était forte mais il fallait réfléchir avant d'engager ma femme et nos trois enfants dans une situation pas encore stabilisée.

Après avoir pesé le pour et le contre Françoise et moi avons décidé que la sécurité des enfants était prioritaire alors nous avons décidé de rentrer définitivement en France où nous pouvions compter sur un réseau d'amis dévoués prêts à nous aider pour notre réinstallation. Françoise avait aussi de la famille dans le Sud-Ouest. Ainsi donc fut fait.

QUATRIEME JALON

UNE VIE NOUVELLE

Une nouvelle vie commençait pour nous. Françoise était rentrée la première avec les enfants. Nous avons fait appel à la première dame du Sénégal qui nous avait généreusement trouvé une place dans l'avion présidentiel qui venait à Paris pour une mission de routine.

La famille a été accueillie par Claire et Eric, le couple d'amis médecins connus à Dakar, et qui venaient de rentrer du Sénégal. Leurs deux enfants et les nôtres ont recommencé ensemble l'école à Ebreuil où ils s'étaient installés.

Après avoir libéré notre résidence à Dakar et fini ma mission à la PANA j'ai rejoint la famille puis nous avons déménagé à Lyon. D'autres amis d'Afrique dont Pierre, l'ami prêtre avec qui nous

54 sur 108

avons travaillé dans le cadre du Cathwel et un autre couple, Pierre et Marie-Françoise, anciens collègues de Françoise chez Frères des Hommes au Burkina, se sont mobilisés pour notre réinstallation.

A la pointe sud de la presqu'île de Lyon, la Saône longe la colline escarpée surplombant le quartier de la Confluence et le pont de fer de la SNCF au dessus de la rivière qui achève son cours dans le fleuve Rhône.

Une ancienne voie romaine, la Narbonnaise, plus connue aujourd'hui sous le nom de chemin de Fontanières, court sur deux kilomètres à flanc de colline entre les communes de Sainte-Foy-lès-Lyon et La Mulatière, permettant de relier Lyon et la commune d'Oullins puis devenir une route départementale qui mène vers Givors, Saint Etienne et l'Ardèche.

A mi-parcours, sur les hauteurs, se dresse un fier immeuble résidentiel, un des premiers construits sur ce site vers la fin des années cinquante. Le Tout Horizon, reconnaissable à la blancheur de ses murs et à son toit de tuiles rouges, tourne les balcons de ses huit étages d'appartements bourgeois vers Lugdunum et le musée des Confluences au pied duquel se croisent le Rhône qui descend de Genève et la Saône du Beaujolais pour couler ensemble vers les bouches du Rhône et Marseille en s'entrelaçant autour de l'autoroute du soleil.

Depuis les balcons la vue plonge sur la ville où se profilent le Crayon, la tour de la Part Dieu, qui a longtemps été le plus grand centre commercial d'Europe, sa tour Oxygène voisine, et le nouveau gratte-ciel de la caisse d'épargne.

Mammoth géant posé sur la pointe de la presqu'île le musée des Confluences attend patiemment ses visiteurs toujours plus nombreux venant des quatre coins de la France.

Sur les hauteurs de la colline qui se prolonge vers le nord et Paris la cathédrale ND de Fourvière veille sur le vieux Lyon et ses églises médiévales, la presqu'île et ses ponts ouvragés entre lesquels

55 sur 108

se niche le dôme de l'Opéra au pied de la colline de la Croix Rousse, l'ancien quartier des canuts, les travailleurs de la soie dont le labeur a enrichi la ville.

Posé sur la ligne des Alpes à l'est et dépassant les monts du Bugey le massif du Mont-Blanc signale par sa netteté que le temps va bientôt tourner à l'orage.

C'est dans ce décor de carte postale que s'écoule tout le trafic routier vers la Méditerranée au sud et, dans l'autre sens, vers Paris, le nord de la France et l'Europe septentrionale.

Par moments, notamment quand la France entière et sa manne de touristes anglais, allemands, belges, hollandais ou scandinaves se précipite en colonnes serrées dans leurs voitures rutilantes vers les stations d'hiver ou vers la mer en été, des milliers d'automobilistes rongent leur frein dans leurs véhicules en surchauffe devant l'entrée du tunnel sous Fourvière.

Impossible de s'échapper de cette congestion saisonnière malgré la déviation de la circulation vers le boulevard périphérique et le contournement est de la ville.

Au sud, vers Marseille les grosses usines pétrochimiques Rhône Poulenc, Atochem ou la raffinerie de Feyzin jettent dans le ciel souvent gris des panaches de fumées parfois malodorantes qui se rabattent vers la ville pour se mêler aux émanations du trafic routier.

Jouxtant l'architecture avant-gardiste du musée les ponts Pasteur et Raymond Barre canalisent véhicules et tramway, cyclistes et piétons vers la rive gauche du Rhône où se concentrent les laboratoires de recherche pharmaceutique bio-Mérieux et Sanofi-Pasteur, tout près du parc de Gerland et du lycée international de Lyon.

C'est là, dans le couloir rhodanien de la chimie et du nucléaire que notre couple mixte avec trois enfants métis décide, un jour de novembre 1985, de poser ses valises après une vingtaine d'années de travail humanitaire en Afrique et plusieurs voyages en Amérique. Avec trois enfants à scolariser en classes primaires pour les deux grands et en maternelle pour la petite dernière il a vite fallu prendre une décision. La proximité des écoles étant la priorité et les amis aidant, le choix fut vite fait.

Trente-deux ans après, malgré le départ des enfants pour la le centre ville de Lyon, Paris et Amsterdam, nous décidons de rester sur place. Beaucoup d'eau a coulé sous le pont de La Mulatière et nous sommes tous les deux maintenant à la retraite et peu enclins à entreprendre de grands voyages.

L'âge venant, les problèmes de santé qui se manifestent n'incitent pas au déménagement, surtout quand on vit dans un lieu proche des hôpitaux. Dire qu'au début, au moment de quitter l'Afrique, le projet familial était d'aller à Los Angeles, en Californie.

Ayant étudié le cinéma à New York je me sentais prêt à retourner aux Etats- Unis où je compte quelques solides amitiés.

Françoise était plus hésitante à entreprendre un voyage transatlantique pour nous y installer avec trois enfants petits. Et vivre au pays de l'Oncle Sam lui paraissait quelque peu hasardeux car, bien qu'ayant travaillé plus de dix ans pour une ONG américaine, elle a toujours, en bonne Française, des difficultés avec la langue.

De plus, elle a de la famille dans le Sud-ouest. Et à Lyon nous avons retrouvé des amis que nous avions connus sur le terrain en Afrique dans le cadre des actions humanitaires. Des amis fidèles qui se sont toujours montrés particulièrement dévoués et attentifs en nous aidant dans tous les aspects de notre réinstallation.

Les péripéties de notre réinsertion en France valent un roman. Beaucoup ont été relatées dans des circulaires annuelles dont nous avons inondé nos amis sur tous les continents.

Le reste fait l'objet du présent récit qui mêle vie professionnelle et familiale car pour nous l'une a toujours été indissociable de l'autre.

Ce qui motive ce choix de se remettre à l'écrit, c'est le désir d'apporter notre petite pierre à la construction de l'édifice commun, comme le colibri de Pierre Rabhi qui apporte sa goutte d'eau pour éteindre un incendie.

57 sur 108

Au cours d'un vie de voyages et de changements, on voit beaucoup de choses et on vit différentes expériences qu'on n'a ni le temps ni la présence d'esprit de noter, de partager, y compris avec nos proches.

Nous vivons aussi dans un monde en plein désarroi, qui se cherche dans toutes les directions, dans une ambiance d'attentats, de guerres et de migrations , un équilibre précaire sur un perchoir, à l'image de ces oiseaux sur un fil électrique. On les imaginerait facilement en train de se battre pour une place mais, contre toute attente, et à inverse des hommes, ils ne le font pas. Ils s'installent et regardent paisiblement dans toutes les direction avant de reprendre leur envol, déterminés.

Nous aussi nous avons besoin de regarder les choses sous différents angles pour pouvoir nous faire une opinion toujours relative avant de prendre calmement sinon les bonnes décisions, du moins trouver des compromis acceptables, le chemin du moindre mal.

Nos politiques, le nez dans le guidon, le regard rivé sur un horizon électoral très proche, en viennent presque aux mains et recourent à la violence, l'arme des faibles, pour soi disant résoudre nos problèmes. Et cela fait beaucoup de dégâts au Nord comme au Sud.

Plus au Sud d'ailleurs qu'au Nord au vu des opérations militaires passées et en cours en ce moment au Sahel.

Parallèlement l'exploitation de l'homme par l'homme continue, engendrant des frustrations qui alimentent la violence.

Pourtant, l'avenir n'est pas sur mars, le paradis se doit d'être sur notre bonne vieille terre auprès de notre belle jeunesse pleine de vie et auprès de tous les laissés pour compte, les éclopés que nous fabriquons à tout bout de champs.

Dans notre parcours nous côtoyons souvent la sagesse mais nous regardons presque toujours ailleurs, par cécité mentale. A notre humble niveau nous essayons de regarder un peu en arrière, en espérant retrouver un peu de sagesse égarée.

VIVRE A LYON

Après avoir vécu, travaillé et fondé un foyer à l'étranger notre cheminement professionnel a repris en France dans des conditions assez difficiles pour l'une comme pour l'autre.

Grâce à son expérience professionnelle, Françoise a vite trouvé un poste d'infirmière dans une pouponnière privée pour enfants avec de graves problèmes de santé. Mais rentrer d'une carrière internationale de 20 ans en Afrique pour recommencer à la base, sous les ordres de responsables qui n'ont jamais quitté le pays, est une expérience qu'il faut vivre.

Pendant quatre longues années elle a dû traverser toute la ville en transports en commun soit très tôt le matin, soit très tard le soir en rentrant ou en allant prendre les gardes de nuit. Epreuve physiquement et mentalement elle a dû arrêter pour souffler pendant quelques mois.

Mais comme mes propres revenus ne suffisaient pas à l'entretien de la famille il a fallu qu'elle reprenne rapidement le travail et dans des conditions plus difficiles encore. De maisons de retraite très mal tenues à des remplacements avec des horaires ingérables elle a quand même tenu le coup et fini par retrouver un emploi stable au service des soins palliatifs des Hospices civils de Lyon.

Après s'être au départ occupée d'enfants malades elle passait maintenant à des personnes âgées en fin de vie. C'était particulièrement éprouvant au plan psychique et parfois physique.

Au delà des malades il fallait également s'occuper de l'accueil des familles des malades, notamment après un décès. Puis il fallait s'occuper des nombreux stagiaires qui défilaient pour s'informer sur les soins palliatifs.

Le nombre de lits limité réduisait un peu la charge de travail mais le service était épuisant nerveusement car nécessitant beaucoup d'investissement personnel.

Et ce qui était déjà assez difficile pour du personnel célibataire l'était encore plus pour une mère de famille nombreuse avec des enfants qui commençaient juste l'école.

60 sur 108

La nouveauté du service des soins palliatifs le rendait heureusement plus intéressant et le personnel se motivait de voir que les pouvoirs publics fondaient beaucoup d'espoirs sur la nouvelle approche. L'encadrement chaleureux et les soins attentifs prodigués aux malades en fin de vie avaient parfois des effets inattendus. Certains malades y trouvaient une raison de vivre encore un petit peu plus, à la surprise générale.

Le combat quotidien rapprochait les équipes soignantes et des liens d'amitié naissaient qui se perpétueront après la retraite.

Entretiens je m'occupais des enfants et de la maison pendant les absences de Françoise tout en cherchant du travail.

J'ai découvert les joies de la femme au foyer avec trois enfants de 8 et 7 ans et un poupon de 5 mois. J'ai également vite découvert tous les parcs et jardins publics de la ville, et j'ai sillonné tous les clubs sportifs dans et autour de Lyon pour accompagner les uns et les autres à des épreuves sportives.

Heureusement que pour les vacances les amis ont souvent été là pour nous accueillir soit à la mer ou à la montagne, et cela n'a pas de prix.

Je me suis également investi comme administrateur au centre social de La Mulatière pour participer à la vie de notre petite commune. Cela a facilité l'insertion de la famille et les enfants ont pu vaquer à leurs activités claires et sportives en toute sérénité.

Mes recherches professionnelles, menées en parallèle, ont été un peu plus ardues mais ont fini par aboutir grâce à notre réseau d'anciens d'Afrique.

Compte tenu de mon expérience de travail avec des ONG internationales je me suis naturellement orienté vers les institutions de coopération et les associations humanitaires. Mais le parcours fut un peu tortueux.

61 sur 108

Une piste m'a mené chez Témoignage Chrétien à Paris avant de me ramener aux Facultés catholiques de Lyon. C'est là que j'ai enfin signé mon premier contrat à mi-temps dans la production audiovisuelle à l'institut d'études sociales de Lyon, devenu plus tard le Centre international d'études du développement local (CIEDEL).

C'est un des instituts de l'Université catholique qui se spécialisait dans la formation d'acteurs du développement en Afrique et en Amérique latine.

Mes nouveaux collègues avaient tous fait l'Afrique dont le Burkina et le Sénégal, ce qui facilitait la communication.

Le volet le plus important de mon travail consistait à réaliser, en collaboration avec notre équipe d'enseignants et de chercheurs, une encyclopédie audiovisuelle en diaposons sur le développement au Sahel.

Une photothèque de dix mille diapositives sur le Sahel et des textes m'étaient fournis par une autre association, le CIEPAC de Montpellier, qui avait longtemps travaillé sur des projets d'aménagement du territoire et de restauration des sols, essentiellement au Sénégal et au Cap Vert.

Le travail était encadré par une équipe pédagogique de haut niveau, dont des représentants du ministère de la coopération et des spécialistes de l'INRA, entre autres. Le projet bénéficiait du soutien financier de la Commission Européenne, du Centre technique agricole (CTA) de Wageningen, Pays Bas, et, de mémoire, du ministère des Affaires étrangères.

Les premiers montages ont rencontré un franc succès dans les institutions de formation en France et sur le terrain en Afrique. Profitant de mon diplôme de traduction nous avons même commencé à les traduire en anglais. Dans la foulée nous avons commencé à produire des films vidéo sur le développement en Afrique.

62 sur 108

C'est ainsi que nous avons réalisé un reportage en Anglais sur le projet Songhaï du Bénin pour son promoteur, le frère Nzamujo. Ce dernier allait au Japon pour recevoir un prix international, le Hunger Prize, qui lui avait été attribué en même temps qu'à l'ancien président Jerry Rawlings du Ghana.

Je devais plus tard retrouver le frère Nza lors de ses visites en France où il comptait beaucoup de soutiens, dans les rencontres internationales à Rome et au Caire, puis sur le site même du projet Songhaï au Bénin.

Parallèlement à mon travail au CIEDEL, j'avais trouvé un deuxième emploi à mi-temps comme coordonnateur de projet au service du Réseau des ONG Européennes sur l'agriculture et le développement, le RONGEAD à Lyon.

Les bureaux étaient abrités par Economie et Humanisme, une autre association catholique qui a fait de nombreux travaux de recherches sur le développement.

Le RONGEAD avait été créé par un ancien de SOLAGRAL(Solidarités agroalimentaires), une ONG très active dans les relations Nord-Sud entre producteurs et consommateurs en matière de sécurité alimentaire. Ses nombreux groupes de travail font du lobby sur la politique agricole commune, la PAC, auprès des autorités françaises et de la Commission de Bruxelles.

Quelques élus politiques des Verts dont Yannick Jadot et Laurence Tubiana sont des anciens de Solagral.

J'ai participé à ma première mission avec le RONGEAD à l'été 1987. Nous avons effectué une tournée avec une ONG Américaine, Prairie Fire Rural Action, auprès des responsables d'associations paysannes de la Loire pour parler des problèmes du monde agricole en France.

C'est dans ce cadre que j'ai rencontré Pierre Rabhi et le fait que je vienne du Burkina a tout de suite facilité nos premiers échanges.

63 sur 108

Dans la foulée j'ai pu participer à une conférence sur les semences du Seed Action Network à Tilburg, Hollande, puis à plusieurs rencontres à Bruxelles et Genève avec d'autres partenaires.

Avec l'appui de l'OCDE j'ai représenté le RONGEAD en 1988 au symposium inter-universitaire de Tokyo sur le commerce international du riz et ses conséquences sur les productions agricoles en Asie et en Afrique.

Mais les financements des associations sont toujours précaires. Mon mi-temps au RONGEAD a été interrompu et j'ai été mis en chômage technique. Je n'avais pas droit à des indemnités puisque j'avais un autre mi-temps au CIEDEL.

Alors je me suis partiellement tourné vers le privé après avoir passé un diplôme de troisième cycle à Lyon II, un DESS de traduction médicale, qui a nécessité un stage de pharmacologie clinique de trois mois auprès d'une l'équipe de médecins cliniciens de Sanofi - Recherche, en 1989 à Montpellier.

Par la suite j'ai fondé et dirigé pendant cinq ans une société de traduction et co-écrit un livre scientifique, le "Vocabulaire trilingue de l'Environnement", avec deux collègues de Lyon. Notre livre a été publié par Lavoisier en 1996.

Mais très vite mon implication dans les négociations internationales ne me laissait plus beaucoup de temps pour faire de la traduction privée. A l'exception toutefois de la traduction marathon vers l'Anglais d'un rapport annuel de la CNUCED sur les pays les moins avancés (PMA).

Un travail qui m'a presque entièrement privé de sommeil pendant un mois. C'était mon introduction aux activités hautement rémunératrices mais dangereuses pour la santé.

Fort heureusement mon travail au CIEDEL continuait. Les productions audiovisuelles me servaient également de support pédagogique lors des sessions de formation que j'animais dans Lyon et la région lyonnaise au profit d'étudiants qui se destinaient aux métiers de la coopération.

64 sur 108

Je les faisais connaître aussi lors de rencontres associatives comme celles du CIEPAD, le centre international d'études et de pratiques appliquées au développement, près de Montpellier.

Le CIEPAD, présidé par Pierre Rahbi, avait comme président d'honneur l'ancien ministre de l'agriculture, Edgard Pisani. J'étais membre du conseil d'administration mais avec la distance je ne pouvais pas aller régulièrement aux réunions.

Le travail de Pierre Rabhi au Burkina lui a valu les félicitations du Président Thomas Sankara qui l'avait même sollicité pour qu'il étende son activité au reste du pays. C'était juste avant son assassinat en 1987.

Pierre Rabhi, après les événements du Burkina, a recentré son activité sur la région montpelliéraine et fondé le CIEPAD. Le Conseil Général de l'Hérault avait mis à sa disposition 600 ha de garrigues à Viols-le-Fort pour la pratique de l'agro-écologie. Il continuait à y faire de la coopération avec l'Afrique et d'autres régions du monde.

Ne pouvant pas faire des allers-retours réguliers à Montpellier et voulant continuer dans ce travail humanitaire j'ai décidé de fonder une association pour accompagner une demi-douzaine de responsables associatifs sahéliens venus se former au CIEDEL.

En complément de mon travail sur l'encyclopédie j'animais des sessions de formation en gestion de projets pour des responsables d'associations africaines qui venaient formaliser leur pratiques de terrain à travers une formation au CIEDEL. L'idée étant de les accompagner depuis Lyon dans la recherche de partenaires ou de financements. A l'issue de leur formation ils sont tous repartis sur le terrain en Afrique. Entretemps j'avais élargi l'association à de nouveaux membres résidant à Lyon ou d'autres villes en France. Mais l'objectif restait le travail en réseau avec les associations sahéliennes

LA CCD

65 sur 108

Simple coïncidence - ou la main invisible évoquée au début - la création de ce réseau associatif est intervenue au moment même où le Secrétaire exécutif de la Convention de lutte contre la désertification (UNCCD), un certain Ambassadeur Hama Arba Diallo, lançait depuis Genève un appel en direction des ONG françaises pour leur demander de participer aux négociations et à la mise en oeuvre de la Convention.

En effet, l'ONU, après avoir adopté les conventions sur la biodiversité et les changements climatiques au Sommet de la terre de juin 1992 à Rio de Janeiro, avait proposé, à la demande des gouvernements africains, le lancement de négociations pour l'élaboration d'une troisième convention spécifique aux problèmes de désertification.

La justification retenue était le fait que la lutte contre la désertification était avant tout un travail de terrain et qu'il était donc indispensable que la nouvelle convention fût élaborée de façon participative avec les acteurs de la société civile.

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification est une des initiatives mondiales qui a le plus étudié les conséquences des catastrophes naturelles et des guerres à fois sur les hommes et sur leur environnement physique.

Elle a intimement associé Etats et représentants de la société civile à l'élaboration des programmes d'action aux niveaux local, national, régional et international. Les partenaires associés comprennent les parlementaires, les élus locaux, les autorités religieuses et coutumières, les scientifiques et les entreprises privées.

Un groupe de travail sur les stratégies alternatives de survie en zones arides a réuni chercheurs, éleveurs, agriculteurs et autres exploitants des ressources naturelles pour appuyer la mise en oeuvre de la Convention.

L'artisan de ce travail colossal s'appelle Hama Arba Diallo. Ancien ministre des affaires étrangères du Burkina sous le Président Sankara, Ambassadeur à l'ONU puis maire de sa commune de Dori au coeur du Sahel burkinabé il aura été de tous les combats.

66 sur 108

Bien que mon aîné de plusieurs années Arba m'avait fait l'honneur de son amitié dès le lycée de Bobo-Dioulasso où résidaient nos familles respectives et où Thomas Sankara a, lui aussi, fait ses années collège avec moi et quelques autres amis dont Fidèle Toé devenu plus tard ministre du travail sous la présidence Sankara.

Notre réseau associatif à Lyon s'appelait SAHEL DEFIS (pour développement et environnement, formation et insertion sociale au Sahel). Après notre accréditation auprès de la CCD j'ai pu élargir le réseau à de nouvelles associations de terrain et à les faire inviter à leur tour à participer aux travaux de la CCD.

Pendant douze ans, nous avons pris part à toutes les phases des négociations intergouvernementales de Genève à Paris, de New York à Nairobi, de Bruxelles à Ouagadougou, de Bonn à Dakar, et partout ailleurs en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Les étapes d'élaboration des programmes d'action nationaux, sous régionaux et régionaux de mise en oeuvre de la convention ont été particulièrement intenses.

Pour la première fois les Etats et les représentants des pouvoirs publics à tous les niveaux se sont retrouvés assis à la même table de négociation que les paysans, les associations de femmes, de jeunes, les éleveurs, les exploitants forestiers, les pêcheurs, les associations de commerçants, les chefs coutumiers, etc.

Les ONG accréditées ont eu le droit de prendre la parole lors des négociations officielles et d'interpeller les Etats sur leurs politiques et pratiques. Des rencontres nationales et régionales de planification ont été organisées un peu partout dans le monde.

Sahel DEFIS était accréditée auprès de la Conférence des Parties et a pu coordonner la contribution de la société civile d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine aux travaux de la COP6 à Cuba en 2003. Cette contribution avait pour thèmes le pastoralisme nomade et l'agroforesterie.

67 sur 108

La présentation a été faite en session plénière par une demi douzaine de collègues d'ONG venus de l'Iran, du Soudan, du Tchad, du Burkina Faso, de France et du Costa Rica.

Au final j'ai participé activement au processus de négociations de la Convention dans plus d'une soixantaine de pays à travers le monde.

Pendant la première année des négociations j'étais membre, au titre de la société civile, du panel international d'experts sur la désertification qui appuyait le travail du secrétariat de la Convention dans ses bureaux à Genève.

Habitant Lyon mes déplacements étaient plus faciles que pour d'autres participants venant de plus loin.

Sahel DEFIS a ensuite rejoint le réseau de recherche sur les techniques alternatives de survie en zone arides. Le réseau a traité notamment du pastoralisme nomade en Asie, au Moyen Orient, en Afrique et en zones de montagne.

Sur un autre volet des négociations, Sahel DEFIS a été élu représentant des ONG d'Europe et d'Amérique du Nord auprès du Fonds international pour le développement agricole, le FIDA, siégeant auprès de la FAO à Rome. Pendant deux ans j'ai également effectué une dizaine de missions à Rome puis au Caire.

Dans le cadre de la mobilisation de la société civile nous avons toujours pu compter sur la disponibilité de l'Ambassadeur Hama Arba Diallo, Secrétaire exécutif de la CCD.

Juste après l'adoption de la Convention à Paris en juin 1994 Sahel DEFIS a organisé la première conférence des ONG sur les changements climatiques et la désertification. C'était à l'université catholique de Lyon en janvier 1994.

Nous avons réuni des élus municipaux, des enseignants et des responsables associatifs dont un responsable de Solagral autour de l'Ambassadeur Diallo, de Monsieur Salvano Briceno, du bureau des changements climatiques à Genève et Pierre Rabhi venu spécialement de l'Ardèche.

68 sur 108

Par la suite, à notre demande l'Ambassadeur Diallo est venu très simplement avec moi à une des rencontres d'été du CIEPAD dans les Cévennes.

Les échanges entre Pierre Rabhi et Arba Diallo ont eu des suites puisque la convention a fait appel à l'expertise de Pierre Rabhi pour participer à ses travaux à Genève puis en Tunisie, et à rédiger une contribution pour les travaux du groupe d'experts sur la désertification. Pierre pilotait à l'époque un grand projet de réhabilitation de palmiers-dattiers dans une oasis du sud tunisien.

Quelques mois plus tard Sahel DEFIS et le CIEPAD ont co-organisé à la Cité Agropolis de Montpellier une conférence internationale des ONG d'Afrique et de Méditerranée pour la mise en oeuvre de la Convention avec la participation à nouveau du Secrétaire exécutif de la CCD, de Pierre Rabhi et celle, par vidéo-conférence depuis le parlement de Stockholm, de l'Ambassadeur Bo Kjéllén, le chef négociateur de la Convention.

A Paris Sahel DEFIS a organisé deux rencontres de planification, dont le forum des ONG euro-méditerranéennes sur la mise en oeuvre de la Convention au Ministère de l'Environnement.

Cette fois encore nous avons pu réunir L'Ambassadeur Diallo et Pierre Rabhi pour échanger avec les responsables du ministère et une trentaine d'ONG d'Europe du Nord, du pourtour méditerranéen, du Sahel, et le Bureau Européen de l'environnement.

Enfin, toujours à Paris, j'ai pu participer aux côtés de l'Ambassadeur Diallo et d'autres officiels à une réunion en 2004 de la Banque mondiale sur le Mécanisme global et le financement de la mise en oeuvre de la CCD.

En marge de cette rencontre, un tête-à-tête avec le ministre burkinabé de l'environnement de l'époque nous a permis d'alerter ce dernier sur le danger potentiel du coton OGM qu'il projetait d'introduire au Burkina.

69 sur 108

Rien n'y fit puisque deux années plus tard le Burkina se vantait d'avoir augmenté sa production cotonnière grâce aux OGM. Mais au bout de quelques années les paysans ont décidé eux mêmes d'abandonner le coton OGM sous la pression des ONG locales et internationales.

La rencontre la plus marquante fut celle de Bamako en l'an 2000. Une sortie d'une journée et demi sur Tombouctou a réuni plusieurs ministres africains et européens autour de l'Ambassadeur Arba Diallo et son état major.

La réunion s'est tenue sous la présidence du Ministre de l'Environnement du Mali, Soumaila Cissé, et deux de ses collègues d'Allemagne et de l'Ouganda. A l'issue d'une visite de projets de fixation de dunes et un autre de reboisement la délégation a partagé un repas avec les populations touarègue. Au menu, un chamelet rôti, un grand honneur.

En Afrique toujours, c'est à Djomga dans le Séno burkinabé que SAHEL DEFIS a organisé en février 2001 la cérémonie officielle de lancement de ses activités de terrain avec les associations membres du Burkina, du Niger, du Mali et du Sénégal sous l'égide du Ministre de l'environnement du Burkina, un représentant du ministère de l'Environnement du Mali et plusieurs officiels dont le Secrétaire exécutif de la CCD.

L'évènement qui s'est déroulé juste avant le festival panafricain de cinéma de Ouagadougou, le FESPACO, a été largement couvert par la télévision burkinabé.

Cette dernière action aura permis d'asseoir un des plus gros projets de Sahel DEFIS au Burkina.

Les activités portant sur la génération de revenus et d'emplois étaient destinées aux femmes et aux jeunes.

Des actions similaires ont été lancées à Djibo et à Kokologo. Les associations partenaires du Mali et du Sénégal ont adopté la même démarche avec un certain succès.

70 sur 108

Des soutiens ponctuels avaient été apportés à deux associations au Bénin et au Togo. Une association a été créée au Niger mais n'a jamais pu démarrer à cause des problèmes de financement que nous commençons à rencontrer.

Après la rencontre de Djomga nous avons essayé mettre sur pied une plate-forme de coopération sous-régionale sous le sigle de Djomga 21 en élargissant Sahel DEFIS à d'autres associations, y compris au Niger, en Mauritanie et au Cap-Vert. Mais des dissensions sont vite apparues au sein du groupe et le projet n'a pas survécu à notre participation aux travaux de la COP6 à Cuba.

Mais Sahel DEFIS avait eu un démarrage foudroyant. Dès le départ des partenariats internationaux avaient été noués avec le PNUD, le FIDA, le ministère français de l'Environnement, le gouvernement du Venezuela, la Région Rhône-Alpes, une association japonaise, une suisse et une association d'insertion des jeunes de la région lyonnaise.

Les premiers fonds ont permis de construire le site du "Point Vert" de Djomga sur deux hectares de terrain attribués à Sahel DEFIS par la mairie de Dori.

Un centre de documentation et une case de passage équipée pour les visiteurs avaient été mis en place. Autour étaient installés une pépinière de reboisement, un château d'eau, une plate-forme multi-fonctionnelle avec un moulin à grains, un poste de soudure métallique, une moto-pompe, et un atelier de menuiserie.

L'ensemble était confié à la gestion du village avec des responsables élus par l'assemblée villageoise et des fonds de roulement mis à disposition dans une caisse d'épargne locale.

Le manque de confiance entre villageois, la mauvaise gestion des fonds de roulement, le manque de collaboration avec d'autres associations locales et le blocage de la direction régionale de l'environnement ont eu raison d'un projet qui avait tous les atouts pour réussir.

71 sur 108

Le retour de l'Ambassadeur Diallo à Dori aurait permis de faire de cette initiative porteuse une réalisation d'envergure internationale. Les raisons de santé et d'éloignement m'ont obligé à me désengager du projet et de finalement dissoudre l'association en France.

SAHEL DEFIS et LA CCD

Une interview publiée par le "Courrier de la Planète" de Solagral rend compte , ci-dessous - de l'implication de Sahel DEFIS et des actions menées sur le terrain.

Interview du Courrier de la Planète

[Tahirou Diao - AIDA|Le Courrier de la planète](#) 22 décembre 2005.

archives.courrierdelaplanete.org/60/article6.html

22 déc. 2005 - Afrique Effort de participation. Entretien avec Tahirou Diao, Président fondateur de **Sahel Défis**, Burkina Faso. ... Ces négociations ont été conduites sur trois continents : New York, Genève et Nairobi, pour aboutir à la convention de Paris en **1994**, qui est entrée en vigueur fin 1996. **Courrier de la Planète** ..
Afrique: Effort de participation

Entretien avec Tahirou Diao, Président fondateur de Sahel Défis, Burkina Faso.

Les programmes d'actions nationaux préparés en Afrique sous l'égide de la convention de lutte contre la désertification résultent d'un processus participatif. Reste maintenant à trouver des financements faciles d'accès.

Courrier de la Planète : Pouvez-vous revenir sur les conditions qui ont présidé à l'élaboration de la convention de lutte contre la désertification ?

Tahirou Diao : Les origines de la convention remontent au plan d'action de Nairobi de 1977 qui n'a pas pu être mis en œuvre par manque de financement et d'engagement politique de la part des pays du Nord et du Sud. En particulier, il faut signaler le manque de participation de la société civile qui a constitué un handicap majeur à la mise en œuvre du plan. Les grandes sécheresses africaines des années 1980 ont instillé un nouveau mouvement international, plus solide et plus durable. Une rencontre des ministres africains de l'Environnement en 1992 à Abidjan pour préparer le sommet de la Terre a présenté pour la première fois l'idée d'une coopération internationale dans le domaine de la désertification. Etant donné la nature complexe du problème, il a été jugé utile de conduire des consultations l'année suivante à Rio pour élaborer cette convention. Ces négociations ont été conduites sur trois continents : New York, Genève et Nairobi, pour aboutir à la convention de Paris en 1994, qui est entrée en vigueur fin 1996.

Courrier de la Planète : Les pays africains ont donc été à l'initiative de cette convention. Elle dépasse aujourd'hui les limites de ce continent...

73 sur 108

Tahirou Diao : Très largement. L'intitulé exact est "convention de lutte contre la désertification et la sécheresse dans les pays affectés (...) particulièrement en Afrique". Mais si l'Afrique n'est pas le continent le plus affecté en terme de surfaces, c'est celui où les impacts socio-économiques sont les plus importants. C'est celui où les populations ont le moins les moyens de réagir. Actuellement, sur la centaine de pays touchés par la désertification, on compte une quarantaine de pays africains. Les deux premières années de la convention, les pays africains ont été invités et aidés à définir des programmes d'action nationaux, régionaux et sous-régionaux. Ce processus a été repris dans les autres régions couvertes par la convention : l'Asie, l'Amérique latine et les pays du nord de la Méditerranée. Une cinquième zone concernant les pays d'Europe centrale et de l'Est est en cours de constitution.

Courrier de la Planète : Comment ont été perçus les programmes d'action nationaux ?

Tahirou Diao : La convention a exigé que les programmes d'action nationaux soient élaborés en partenariat et en direction des acteurs locaux. Ils doivent être le résultat d'un processus participatif. Et de fait, la plupart des programmes d'action adoptés en Afrique ont fait l'effort d'associer les acteurs de terrain et les autorités locales.

La 4ème conférence des parties qui s'est tenue à Bonn en décembre 2000 avait pour but d'évaluer ces programmes [1]. Les pays du Nord, bailleurs de fonds, ont eu tendance à considérer qu'ils n'étaient pas suffisamment participatifs. Injonction que les pays africains ont vue comme un moyen de retarder le financement d'actions. La société civile africaine, elle, se reconnaissait tout à fait –à quelques exceptions près– dans les rapports présentés.

Courrier de la Planète : Pour Sahel-Défis, les programmes d'action présentés étaient tout à fait recevables...

Tahirou Diao : Il faut reconnaître les efforts exceptionnels qui ont été faits en termes de consultation, de réflexion et d'élaboration de programmes d'action. Par contre, on peut dénoncer les faibles moyens et le temps réduit octroyés par la conférence des parties. La mobilisation est réelle, mais le travail effectué n'est peut-être pas allé assez loin. C'est un début qui appelle des prolongations. Il faut bien se rendre compte qu'auparavant, il n'y avait personne pour discuter avec l'Etat. Aujourd'hui, un réel dialogue, avec des acteurs très différents les uns des autres, est engagé. C'est ce résultat positif qu'il faut reconnaître et encourager.

Courrier de la Planète : Les ONG d'Asie ou d'Amérique latine tirent-elles le même bilan de ces programmes nationaux ?

Tahirou Diao : Beaucoup d'entre elles soulignent plutôt la démagogie de leurs gouvernements. Pour elles, les processus de consultation n'ont pas été aussi participatifs que les rapports nationaux l'indiquent. Peu d'ONG ont été consultées et elles ne se retrouvent pas obligatoirement dans le résultat. Dans certaines régions d'Asie, les ONG n'existent pas, ou quasiment pas. Comment la participation a-t-elle pu avoir lieu ? Je pense notamment à la Chine où 450 millions de personnes sont concernées par la désertification.

Courrier de la Planète : Qu'est-ce qui devrait être amélioré en priorité pour faire de la convention un outil efficace ?

Tahirou Diao : La priorité serait de mettre des moyens à sa disposition. On a opposé aux Africains le fait que des financements étaient disponibles dans le cadre d'autres programmes d'aide au déve-

74 sur 108

loppement, aux niveaux bilatéral et multilatéral. Il fallait donc rechercher, canaliser et optimiser l'utilisation de ces ressources pour la lutte contre la désertification. Mais la vérité est que si ces financements existent, ils sont inaccessibles à cause des conditions posées pour leur utilisation. Par ailleurs, les montants mobilisables par ce canal, restent bien en-deçà des besoins réels. A Bonn, une avancée certaine a été réalisée en permettant que la convention puisse également accéder au financement du Fonds pour l'environnement mondial, au même titre que les autres conventions de Rio. Il faut également trouver d'autres sources de financement, notamment dans le secteur privé, auprès des fondations, mais aussi dans les reconversions de dette, à condition... de ne pas poser trop de conditions !

1) Le rapport final de la conférence des parties de Bonn est consultable sur le site : www.unccd.org

La convention modèle

La convention des Nations unies sur la désertification est un modèle appelé à se développer. Première convention post-Rio et à ce titre véritable laboratoire d'expérimentation de la mise en œuvre concrète du développement durable, la convention de Paris (1994) est la première à reconnaître ce renouvellement du partenariat. D'une part, elle donne des compétences d'action directe aux acteurs locaux que les autorités nationales ne pourront plus ignorer sauf à les neutraliser. D'autre part, elle promeut une nouvelle relation entre d'un côté les autorités nationales, leurs représentants locaux et les autorités locales issues des collectivités décentralisées ou des communautés locales et, de l'autre côté, entre les pouvoirs publics et les représentants de la société civile qui devraient enfin être invités à la " table du banquet ". Ainsi, appliquant le principe énoncé dans le préambule de la déclaration de Rio d'un partenariat établi " sur une base nouvelle et équitable en créant des niveaux de coopération nouveaux entre les Etats, les secteurs clefs de la société et les peuples ", espère-t-on, par une méthode peu courante en droit international classique, parvenir à résoudre enfin les problèmes largement socio-économiques, c'est-à-dire liés au développement durable, que pose l'accélération actuelle de la désertification et/ou de la sécheresse.

S. Doumbé-Billé, professeur du droit de l'Environnement, Université Lyon III.

Sahel Défis s'occupe depuis huit ans d'appuyer les initiatives locales pour la création d'emplois pour les femmes et les jeunes du Sahel via des fonds de garantie et d'appui technique à l'élaboration et à la gestion de projets. Parallèlement, la création des "points verts du Sahel" permet à Sahel Défis de s'impliquer dans des actions d'éducation et de protection de l'environnement au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal.

Le déploiement des activités de Sahel DEFIS au niveau international et le financement de plusieurs actions de terrain par l'association n'ont pas tardé à susciter des jalousies, voire des rancœurs.

75 sur 108

Tout d'abord au niveau de mon employeur à Lyon qui aurait voulu avoir des retombées de mon investissement dans les négociations de la convention. Il en a résulté un licenciement en bonne et due forme et une séparation douloureuse d'avec une équipe de gens motivés et engagés dans les actions de développement.

Par ailleurs mon départ avait mis un coup l'arrêt l'encyclopédie audiovisuelle sur le Sahel dont j'étais le co-réalisateur. Le travail était certes intéressant et permettait, certes, de faire bouillir la marmite mais en bon Sahélien je commençais à étouffer entre quatre murs.

La perspective de retrouver l'Ambassadeur Hama Arba Diallo aux Nations Unies pour participer à des négociations internationales sur un sujet que je connaissais bien était plus que tentante. C'est ainsi que je me suis investi à fond dans le cycle des négociations qui m'a emmené aux quatre coins de la planète sur une période de douze ans.

C'était un prolongement naturel de mes activités antérieures en Afrique et l'Ambassadeur Diallo n'a pas ménagé sa peine pour me soutenir dans mes actions associatives. Il nous a notamment facilité les contacts avec le groupe du G77 à l'ONU, le Japon, le Venezuela, la Suisse ainsi qu'avec le FIDA et le PNUD à Ouagadougou.

Ce soutien actif a accéléré la mise à disposition des premiers financements qui nous ont permis d'organiser des conférences en Europe et de lancer les projets générateurs d'emplois et de revenus au Burkina, Togo, Benin, Mali et Sénégal.

En douze ans d'activité l'association aura mobilisé près d'un million d'Euros de financements dont une bonne moitié a été obtenue grâce aux contacts de l'Ambassadeur Diallo. Il a été présent à toutes les rencontres que nous avons organisées en France, à Genève et à Djomga.

Tout cela sans jamais rien demander en retour, contrairement à certaines rumeurs que les gens ont voulu propager. Même au niveau de son engagement politique il n'a jamais demandé mon adhésion à son parti.

76 sur 108

Homme intègre parmi les hommes intègres du Burkina Faso il a même loué le véhicule que nous utilisions dans un projet du Burkina pour conduire une campagne électorale .

Je pense qu'en souvenir des Dialogues de Lomé dont il était un des conseillers les plus fidèles, il mettait nos relations au dessus de toute contingence matérielle.

Nous avions en commun le rêve de construire une grande salle de conférences internationales à Dori, sa ville natale au coeur du Sahel. Son carnet d'adresses nous aurait permis d'y inviter des sommités sur les questions d'environnement et de développement durable. Dans la foulée nous aurions élaboré et trouvé des financements pour des projets pour toute la région sahélienne.

Mais des circonstances familiales étaient venues contrarier nos ambitions. Pour une fois les ancêtres semblaient nous mener vers des chemins de traverse. L'Ambassadeur Hama Arba Diallo, le Secrétaire Exécutif de la CCD avait atteint le rang de sous-secrétaire général des Nations Unies. Il a dû démissionner en cours de mandat pour des raisons familiales.

Mais en homme fidèle à ses engagements il était revenu à ses racines et avait brigué et obtenu deux mandats électifs: celui de maire de Dori et celui de député de sa région pour l'Assemblée nationale.

En quelques années il a réussi à développer sa commune loin au delà de ce que l'Etat avait fait en cinquante ans. Menant sans relâche des activités politiques intenses il fut le seul homme à se dresser ouvertement contre les dérives du régime au pouvoir, en délivrant dans un stade plein à craquer un carton rouge devenu légendaire à l'ex-président Blaise Compaoré.

Arba est mort mystérieusement alors qu'il s'apprêtait à sortir d'une clinique où il avait récupéré d'un malaise passager. C'est juste après l'intensification des manifestations contre la modification de l'Article 37 de la constitution du Burkina qui aurait permis à Blaise Compaoré de briguer un nième mandat.

Au Sahel on ne remet pas en cause ce qu'on considère comme l'oeuvre de Dieu. Mais les enfants d'Arba, comme nous l'appelions dans l'intimité, ont continué le travail.

77 sur 108

Aux côtés des associations de la société civile, tel le Balai citoyen, ainsi que des membres de l'opposition ils ont fait chuter le monarque de son perchoir.

Exfiltré avec ses proches vers la Côte d'Ivoire par la France soucieuse de sauver la vie à son ancien allié un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui et son frère. Ce dernier interpellé récemment par la justice française est sous contrôle judiciaire à Paris en attente d'une extradition probable vers le Burkina.

Les soutiens de l'ex-président continuent à s'agiter et à demander son amnistie mais il doit répondre avec son frère à un certain nombre de questions concernant des crimes politiques dont l'assassinat du président Thomas Sankara et celui du journaliste Norbert Zongo.

Aziz Diallo, le fils d'Arba a été élu maire de Dori et député du Séno. Il a repris le flambeau avec le soutien actif de sa soeur Leyla, une femme battante qui mène avec courage la lutte pour les droits humains et les droits des femmes.

De mon côté, douze ans de pérégrinations avec lui dans le cadre des Nations Unies m'ont permis de voir le monde mais pas le Pérou.

Nécessité faisant loi j'ai dû changer le fusil d'épaule et quitter le monde des ONG pour pouvoir me consacrer pleinement à ma famille. Françoise qui tenait la baraque et suivait l'évolution des enfants, avait dû s'arrêter de travailler pour cause de santé et de finalement prendre sa retraite.

Les enfants avaient grandi. Les trois avaient fait des études universitaires à Lyon et à l'étranger. Anthony, après un an en Espagne s'était installé à Lyon comme journaliste sportif et globe-trotter. Il a fondé une famille avec Camille et ils élèvent trois enfants pleins de promesses pour l'avenir.

Hélène était partie pour Washington puis Amsterdam. De là elle a fait un tour du monde avec Didierik avant de se marier avec lui. Ils ont une petite fille, bilingue depuis le berceau, Sorine.

78 sur 108

Et notre troisième, Claire Danéjo, avait poursuivi ses études de cinéma à Lyon puis à Londres avant de s'installer à Paris où elle a fondé elle une société de cinéma qui la fait voyager en Europe, en Afrique, au Canada et aux Etats-Unis.

Témoins oculaires d'une Europe qui défile à nos pieds nous suivons en direct à la télévision les derniers événements qui secouent la planète : de l'effondrement des tours jumelles à New York aux bombardements américains sur l'Afghanistan et l'Irak, des attaques sur la Libye à l'émergence de l'EI, de la guerre en Syrie aux massacres de civils en Somalie, de l'exode des Rohingyas aux migrants de la Méditerranée, de la guerre au Sud Soudan aux attaques terroristes au Sahel, du déploiement des forces françaises en Afrique à la mise en place du G5 Sahel....

DES ONG A L'ONU

Se séparer des milieux associatifs fut une sorte de soulagement car la participation de la société civile dans les conférences internationales entraînait de nombreux tiraillements entre les ONG sur le terrain et sur le plan international.

Querelles de représentativité, disputes au sujet des invitations aux différentes conférences, entre autres.

Sur le terrain la conduite des actions par les ONG contrariait les agents de l'Etat qui voyaient là une concurrence déloyale. Eux étaient des fonctionnaires avec des titres mais peu de moyens. Pendant qu'ils végétaient dans des bureaux à peine ventilés et cherchaient le moyen de mettre du carburant dans leur mobylette certains représentants d'ONG se pavanaient dans des véhicules 4 x 4 climatisés.

En conséquence il y avait de temps en temps des blocages inexplicables, des autorisations qui tardaient, une mauvaise volonté pour l'accompagnement et le suivi des actions, quand ce n'était pas des détournements de véhicules ou d'argent.

Dans les salles de conférence on entendait des responsables d'ONG du Nord qui ne cachaient pas leur conviction d'avoir plus de légitimité que leurs collègues des pays du Sud. Ils défendaient la cause des populations du Sud avec des trémolos dans la voix.

Mais ils ne se privaient jamais de prélever d'importants frais de fonctionnement sur les subventions qu'ils obtenaient pour "aider" ces mêmes populations. Bien que coûtant cher ils arrivaient à convaincre les bailleurs de fonds de leur honnêteté.

80 sur 108

Il est vrai que certaines des ONG locales étaient des créations d'hommes du pouvoir en place qui voyaient là une opportunité pour récupérer de l'argent que beaucoup de bailleurs de fonds préféraient passer par le canal de la société civile.

La notion même d'ONG achevait d'être pervertie parce qu'on était insidieusement passé de l'initiative collective à l'entreprise individuelle visant à enrichir les principaux responsables et leurs clans, comme en politique. En fait beaucoup utilisaient les ONG comme tremplin pour battre campagne et accéder plus rapidement à des postes électifs.

Certaines ONG s'organisaient en groupe pour obtenir des financements auprès des institutions internationales. Mais loin d'investir l'argent récolté dans des actions de terrain ils privilégiaient, sans état d'âme, l'achat de matériel technologique sophistiqué pour communiquer entre elles et organiser leurs futures participations à d'autres conférences internationales.

C'est ainsi qu'on retrouvait souvent les mêmes représentants d'ONG aux différentes réunions onusiennes sur la désertification, la biodiversité, les changements climatiques.

Participer aux conférences internationales était devenu un business à part entière pour des ONG du Sud dont la vocation affichée était la lutte contre la désertification sur le terrain. Elles copiaient en cela les ONG du Nord dont certaines ont fait du lobby auprès des institutions officielles leur spécialité et se sont professionnalisées à dessein.

Le débat reste ouvert pour savoir quel niveau de représentation des intérêts des populations à la base est le plus pertinent.

Les agences de coopération ont fini par prendre le problème en compte et certaines se méfient systématiquement des ONG intermédiaires. Par contre elles ont tendance à passer par des collectifs du Nord, ce qui maintient dans l'idée que ceux-ci sont plus compétents.

81 sur 108

Le même phénomène de méfiance se retrouve chez les populations dites "bénéficiaires". Beaucoup ont percé à jour le jeu des ONG "prête-nom" ou "porte-serviette". Elles se sont persuadées qu'elles ne recevaient que des miettes par rapport aux montants accordés par les bailleurs de fonds.

C'est l'effet "trickle-down" dénoncé par beaucoup d'observateurs avertis. Jouant le jeu, les villageois applaudissent à tout rompre lors des réunions de planification mais dès que l'argent leur est versé les responsables villageois en font ce qu'ils veulent, laissant à l'ONG la responsabilité de justifier les dépenses effectuées.

Dans le cas de Sahel DEFIS, notre implantation locale dans une petite commune lyonnaise où nous avons pu dès le début réaliser quelques actions avec la jeunesse, nous a valu le soutien des élus locaux qui se sont mobilisés pour assister à la première conférence internationale que nous avons organisée à Lyon.

La mairie, le département et le Conseil régional ont suivi. Le partenariat avec une structure d'accueil pour jeunes en difficulté a permis de lancer une action de reboisement au Burkina Faso. L'organisation d'un chantier jeunes au Burkina avec le centre social a renforcé notre notoriété.

Par la suite, l'amitié de l'Ambassadeur Diallo nous a servi de sésame pour l'obtention des premiers financements internationaux nécessaires à l'organisation de nos activités de sensibilisation et de mobilisation des ONG en Europe et en Afrique.

C'est ainsi que nous avons pu progressivement et au cours d'une période de douze ans bénéficier du soutien du Ministère de l'Environnement, de la Coopération suisse, du FIDA, du PNUD en même temps que de la CCD, d'un fonds spécial des Nations Unies, d'une association japonaise et du Venezuela.

Une grande partie des financements a servi aux actions de sensibilisation et de mobilisation des ONG en Europe et en Afrique. Une partie non négligeable a servi à lancer un programme de promotion d'activités génératrices de revenus en faveur des femmes et des jeunes du Burkina, du Bénin, du Togo, du Mali et du Sénégal.

82 sur 108

Nous avons initié un programme d'éducation environnementale dans les pays du Sahel avec l'aide de la Région Rhône-Alpes mais faute de soutien de la Commission européenne nous avons dû mettre la clé sous la porte. Et ce, d'autant plus que la Convention était entrée dans sa phase opérationnelle sur le terrain . Il valait mieux laisser la place aux ONG locales.

LES CONFLITS AFRICAINS

A partir de là j'ai opté pour un changement radical par un retour aux sources. Ma rencontre avec les Quakers à New York m'avait permis de prendre attache avec la International Peace Academy, l'institution scandinave qui forme les observateurs militaires parmi les casques bleus de l'ONU.

J'avais sillonné les grandes universités américaines comme Harvard, Yale, Princeton, Rutgers, pour placer des livres publiés par l'institution. Et ce petit boulot d'étudiant m'avait permis de me familiariser avec la gestion des conflits dans les zones de guerre.

Face à la multiplication des conflits armés sur la Corne de l'Afrique et dans les pays des Grands Lacs l'ONU était très engagée dans les missions de maintien de la paix.

Ne pouvant pas trop compter sur l'Ambassadeur Diallo pour obtenir un poste à l'ONU alors que lui comptait sur mon appui à la convention du côté de la société civile, j'ai quitté le monde des ONG et j'ai signé un contrat de volontaire des Nations Unies pour une mission de maintien de la paix en Ethiopie et en Erythrée.

C'était au départ pour une période de six mois renouvelables. J'espérais mettre ce temps à profit pour me familiariser avec le travail et pouvoir prétendre à un poste salarié.

83 sur 108

Ayant auparavant travaillé avec Françoise à Djibouti j'avais quelques atouts à faire valoir et c'est ainsi que je me suis retrouvé en mai 2005 sur un vol de Lufthansa en direction d'Asmara via Djed-dah en Arabie Séoudite.

GUERRE ET PAIX A ASMARA

Ce n'est pas du Tolstoï. Mais de la vanité de la grandeur il en a été question durant la longue guerre fratricide qui a opposé l'Ethiopie à l'Érythrée.

L'Érythrée qui donna son nom à la Mer rouge se situe sur l'ancienne route de la Chine pour les Romains. Elle a été colonisée en 1885 par l'Italie puis administrée à la fin de la Seconde guerre mondiale par la Grande Bretagne qui l'annexa à l'Ethiopie.

Depuis ce petit pays que les Ethiopiens considèrent comme une de leurs province se bat pour son indépendance qu'elle obtint de haute lutte contre l'Ethiopie en 1993.

Mais le tracé de la frontière commune entre les deux n'a jamais été reconnue par l'Ethiopie et les combats reprirent entre les deux pays en 1998.

Une mission de maintien de la paix de l'ONU s'est interposée entre les deux belligérants en 2002 mais a été expulsée à la demande de l'Érythrée en 2008 sans jamais avoir réussi à rapprocher les deux frères ennemis, deux cousins Tigréens, Issayas Afeworki au pouvoir à Asmara depuis 1995 et le premier ministre éthiopien Meles Zenawi qui est décédé en 2012.

Issayas Afeworki, héros de la guerre d'indépendance est toujours au pouvoir mais son régime est devenu dictatorial. Les jeunes fuient en masse vers les pays avec lesquels ils ont le plus d'affinités en dehors de l'Erythrée et de l'Ethiopie. Ces pays c'est soit Djibouti la Française ou la Libye, ancienne colonie italienne la plus proche.

84 sur 108

L'Italie a bâti toutes les grandes infrastructures de l'Erythrée et fourni les premiers emplois salariés aux populations. C'est un pays dont ils ont fréquenté les écoles, appris la langue, la culture et dont ils se sont appropriés les pratiques culinaires. L'essentiel de l'économie est tournée vers l'Italie.

Malgré les mauvais traitements subis lors du passage de Mussolini et le racisme qu'ils ont vécu pendant la période coloniale, l'Italie reste un eldorado comparé à ce que l'Erythrée est devenue après les indépendances.

Les pays voisins proches comme l'Ethiopie ou le Soudan, Djibouti ou la Somalie se débattent aussi dans des problèmes inextricables et ne sont pas très accueillants.

La Libye maltraite les migrants érythréens qu'elle a souvent réduits à l'esclavage ou battus à mort pour exiger le paiement d'une rançon par leurs familles.

La raison de ce rappel historique est la même que pour le le royaume peul du Macina. C'est un rappel du contexte de départ et la dégradation des modes de vie qui occasionnent l'exode massif de migrants africains vers une Europe qui n'a jamais préparé ses citoyens à recevoir autant de monde fuyant ses anciennes colonies.

En fait la colonisation des pays d'Afrique a été conduite par des politiques et des militaires. Les colons ont suivi. Et tout ce monde pensait en avoir fini avec les colonies une fois l'indépendance acquise.

Mais le cordon ombilical n'a jamais été coupé. Les liens politiques, économiques et culturels subsistent. L'Europe reste dans les mémoires et son image de prospérité est continuellement ravivée par les échanges et les média.

85 sur 108

Ma première visite en Erythrée remonte à 1997. C'était en compagnie de l'Ambassadeur Hama Arba Diallo dans le cadre de l'élaboration des programmes nationaux de lutte contre la désertification.

C'était la démobilisation après des années de guerre pour l'indépendance. Les rues de la capitale Asmara grouillaient de monde. Les jeunes combattants, garçons et filles, nouvellement démobilisés arpentaient les rues, bras dessus bras dessous. L'ambiance était celle d'une grande camaraderie. Les gens vivaient dans d'euphorie de l'après indépendance.

Les gros chantiers de reconstruction et d'aménagement du territoire n'avaient pas encore commencé mais les alignements de pierres sèches en courbes de niveau réalisés sur les flancs de colline étaient impressionnants. Vus d'avion ils faisaient penser aux rizières en terrasses du sud-est asiatique, sauf qu'ici il ne pleuvait pas souvent.

J'y retournais donc huit ans plus tard comme volontaire des Nations Unies pour servir dans le cadre de la mission de maintien de la paix.

A Asmara l'atmosphère avait changé du tout au tout. Les relations avec l'administration étaient devenues exécrationnelles, une surveillance policière sévère s'exerçait sur la population et décourageait les contacts avec les étrangers.

Il y avait une pénurie de biens de consommation et tous ceux qui en trouvaient l'opportunité tentaient de fuir le pays. Les observateurs militaires et casques bleus venaient de tous les pays occidentaux, de Russie, de Chine et quelques contingents militaires du Kenya ou d'Amérique latine.

Les policiers de l'ONU venaient d'Italie car ils connaissaient déjà le terrain. Ce sont eux qui réglaient le trafic en ville compte tenu du nombre de véhicules militaires et civils onusiens en circulation. Mais très vite leur présence trop visible et leur mode de vie irrita le régime qui ordonna leur expulsion.

86 sur 108

A l'issue d'une période formation en communication, sécurité, santé et administration à Asmara j'ai été affecté à mon premier poste de responsable de bureau de l'information. Il était situé de l'autre côté de la zone de démarcation, près de la ligne de front en territoire éthiopien.

Le transport était assuré par un vieil hélicoptère russe ballotté dans les courants d'air. Le vol dura une éternité insoutenable avec la crainte d'être tirés comme des perdrix en vol ou fracassés au sol par une rafale de vent. Et les pilotes militaires russes nous regardaient goguenards en nous montrant les issues de secours de l'appareil qui étaient toutes bloquées par un gros chargement de ravitaillement arrimé avec des filets.

Mon bureau d'Adigrat, un ancien bar transformé, était situé au centre de la petite ville au nord de la province du Tigray.

Je m'occupais avec deux jeunes collègues, l'un Tigréen et l'autre Amhara et en coordination avec mes collègues des affaires politiques, et des droits de l'homme de reconquérir le coeur et l'esprit des populations en les informant sur rôle de l'ONU, en identifiant et finançant de petits projets, en organisant des événements lors des journées mondiales décrétées par l'ONU.

Le tout sous la protection rapprochée de militaires indiens et d'un policier britannique et ses assistants locaux. Cela permettait en même temps de remonter des informations du terrain pour les stratégies de New York via notre bureau de coordination à Asmara.

Je vivais dans un camp militaire indien entouré de barbelés et protégeant un hélicoptère. Réveil au son du clairon, cafétéria qui servait un menu limité: omelette aux poivrons verts ou oeufs brouillés. Pour la viande il fallait aller au restaurant derrière le bureau où on servait de l'ingéra (galette de tef) accompagné de "dorot" (poulet-pâte d'arachide) , de légumes variés, de tranches de boeuf cru ou de hachis de viande de chèvre braisé (injera frr frr), le tout très épicé et arrosé de bière locale ou d'hydromel (tej).

87 sur 108

Nous recevions chaque mois notre ration d'eau en bouteille dont un litre et demi à boire impérativement pendant les heures de bureau. Je fus ensuite transféré pendant trois mois à Addis Abeba pour coordonner le travail des trois centres d'information qui fonctionnaient en Ethiopie. Le travail dans la capitale était différent vu la présence de nombreuses représentations diplomatiques de pays étrangers, la plus grande concentration d'ambassades et de consulats au monde, devant Washington, Rome ou Paris.

Nécessité de la mission oblige je repartis au bout de quelques mois en avion pour la ligne de front à Mekele, capitale du Tigray, où je devais servir 9 mois.

Travail intense de gestion d'une médiathèque avec deux collègues locaux servant aussi d'interprètes, de rédaction de rapports et d'articles pour le magazine de la mission, enregistrement d'émissions radio, couverture vidéo des grands événements.

J'avais l'appui logistique d'une petite administration (sécurité, informatique, transport, ravitaillement) dans la base militaire d'Adigrat à 2 H de route, là où j'avais déjà servi à mon arrivée dans la mission.

Interactions avec les associations, écoles, églises (rencontre avec un évêque catholique dans un milieu à majorité orthodoxe), les mairies, les chefs coutumiers, les journalistes et touristes étrangers. Sorties dans les villages environnants.

Ce fut l'occasion d'étendre notre rayon d'action jusqu' à Axoum, ancienne capitale de la Reine de Saba, Lalibéla et ses églises taillées dans la roche, Gondar, première capitale de l'Ethiopie, le Lac Tana...

Immense pays de hautes montagnes, des centaines d'églises orthodoxes nichées sur les sommets, routes à pic et lacs de montagne glacés, volcans et laves, sources d'eaux thermales, villes médiévales pétries d'histoire, populations fières, ascétiques et résistantes, farouches ou accueillantes,

88 sur 108

faune et flore exceptionnelles, l'Ethiopie de Hailé Sélassié est aussi celui de la reine de Saba et de son fils Ménélik né à Asmara, sur sa route de retour de sa visite historique au roi Salomon.

Longtemps inviolé, fermé pendant mille ans au monde extérieur, ce concentré d'histoire et de géographie a toujours fasciné le monde. Paradis et enfer à la fois pour avoir traversé des guerres et vaincu une armada italienne, le pays a vu sa population décimée par la famine, connu le régime communiste et des dictatures sanglantes et éclairées.

L'Ethiopie d'aujourd'hui assiste impuissante au bradage de ses terres fertiles que des pays étrangers et des multinationales achètent à tour de bras.

Mais la diaspora éthiopienne revient d'Italie ou des Etats Unis, de Londres ou de Paris et crée des entreprises et des emplois, construit des immeubles.

Melinda et Bill Gate y ont investi beaucoup d'argent pour la lutte contre le sida, Oprah Winfrey y a financé un hôpital pour femmes.

Le pays a construit un immense barrage sur le Nil bleu, objet d'un contentieux historique avec l'Egypte dont l'église copte a toujours nommé le dirigeant de l'église orthodoxe d'Ethiopie (Abune) jusqu'en 1959.

Pays de paradoxes l'Ethiopie a un calendrier et une gestion du temps complètement différent de ce qu'on connaît en occident. Le calendrier marquait 1998 quand j'y suis arrivé en 2005. L'année est divisée en 12 mois de 30 jours plus un 13e mois de 5 jours (ou 6 jours tous les quatre ans). La journée qui compte deux fois douze heures commence à 0 heure et à midi il est 6 heures, le jour finit à 12 heures et on recommence à zéro pour la nuit.

La culture multi-millénaire longtemps préservée des influences étrangères y est pour beaucoup. Il y a très peu d'Ethiopiens dans les lots de migrants qui fuient vers l'Europe.

LES PAYS DES GRANDS LACS

Après l’Ethiopie en 2005 et 2006 je monte en grade. Cette fois c’est avec le Département des Opérations de Maintien de la Paix de l’ONU à York que je signe mon premier contrat professionnel.

Destination la République démocratique du Congo. De nouveau dans une mission de terrain, la plus grande, la plus coûteuse de l’ONU, au coeur des ténèbres dans les forêts tropicales peuplées de gorilles et de milices armées en guerre ouverte avec une armée nationale en loques, avec des incursions meurtrières du Rwanda dans les provinces orientales des deux Kivus, nord et sud, où sévit l’armée du Général tutsi Congolais Laurent Kunda.

J’y arrivais au lendemain des élections présidentielles de 2006 qui ont porté Joseph Kabila au pouvoir après de sanglants affrontements dans Kinshasa avec les troupes de Jean-Pierre Bemba qui sera finalement exfiltré par les forces onusiennes. Il s’exile au Portugal d’où il sera extradé vers la cour pénale internationale où il sera traduit en justice.

La mission au Congo c’est plus de vingt mille casques bleus répartis sur un territoire vaste comme l’Europe occidentale ou cinquante fois la taille de la Belgique avec une population équivalente à celle de la France.

D’abord considéré comme propriété privée du roi Léopold II des Belges le pays aux richesses naturelles immenses a été l’objet de toutes les convoitises et de tous les pillages par ses neuf pays voisins, et surtout des pays occidentaux et asiatiques.

De son uranium qui a servi à fabriquer la première bombe atomique larguée sur Hiroshima au coltan, tantale ou cassitérite qui équipent nos smartphones d’aujourd’hui, des diamants du Kasai au bois précieux qui équipe les voitures de luxe en Angleterre, pour ne citer que ces richesses tirées de ses mines à ciel ouvert ou de son immense forêt qui n’a de rivale que la forêt amazonienne. Les ressources connues débordent. La forêt en cache d’autres. Y compris les maladies inconnues et les

90 sur 108

tourbières qui trappent des milliards de tonnes de CO₂, une bombe à retardement pour la planète disent les chercheurs.

La colonisation belge a traumatisé le pays et n'a laissé à l'indépendance que très peu de gens "éduqués" à l'occidentale, des indigènes dits "évolués" qui finiront par expulser avec une violence inouïe les colons belges qui voulaient continuer à vivre dans ce pays béni des dieux et maudit par la rapacité des hommes.

De Mobutu à Kabila père et fils le pays n'aura connu qu'une succession de dictatures sanglantes depuis l'élimination atroce de Patrice Lumumba, des indépendances jusqu'à nos jours. Le génocide rwandais de 1994 a entraîné un exode massif des populations rwandaises vers Goma et Bukavu et l'occupation des forêts de l'Est du pays par l'ex armée nationale rwandaise dont l'armée française avait favorisé l'exfiltration avec armes et bagages.

C'est dire que les contingents envoyés par l'ONU ne suffisent pas à la tâche dans un pays couvert de forêts tropicales et sans routes véritables, ni chemins de fer autres que les lignes destinées à exporter les matières premières vers le port de Matadi au Bas Congo.

Aujourd'hui l'exploitation de ce que, dans l'antiquité, on appelait les mines d'or du roi Salomon, continue à une échelle plus grande encore. D'immenses flottes de camions-remorques à plateaux transportent les sacs de minerai du Katanga vers la ville de Kasumbalesa à la frontière zambienne.

Les grumes, immenses troncs de bois précieux, qui sont exploitées illégalement traversent la moitié du pays par voie fluviale de Kisangani à la mer.

Là où il n'y a pas de routes, de petits avions privés sud Africains transitent par les aéroports de Goma ou Bukavu pour aller chercher les minerais d'or, de diamants et d'autres pierres précieuses au coeur de la forêt.

91 sur 108

Le trafic se fait également en bateau, à moto, à vélo et même pied à travers les frontières incontrôlables des deux Kivus, les lacs Tanganyika ou Albert.

Destination l'Asie du Sud-Est, l'Europe ou l'Amérique du Nord via les ports d'Afrique de Sud ou de Tanzanie, le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, la Centrafrique ou l'Angola plus à l'ouest.

Au coeur des forêts, les restes de l'armée rwandaise d'avant le génocide, les combattants FDLR, gèrent l'exploitation des mines aux côtés des groupes armés congolais, souvent des combattants nationalistes Maï Maï, soutenus par des hommes du pouvoir à Kinshasa.

Tous ces trafics ont été dénoncés par les groupes d'experts de l'ONU, les journalistes étrangers et ont fait l'objet de films diffusés par les grandes chaînes de télévision au niveau mondial.

Deux experts ont récemment été tués par des groupes armés du côté de Buji Mayi dans le Kasai. Ils enquêtaient sur les trafics divers dans une zone de conflits politiques exacerbés par les élections présidentielles.

En six ans de carrière au sein de la Monusco j'ai successivement géré les bureaux de l'information de Mbandaka dans la province de l'Equateur, Goma dans le Nord Kivu, Bukavu et Uvira dans Sud-Kivu, Lubumbashi au Katanga et effectué des missions ponctuelles à Kisangani, Kigali au Rwanda, Bujumbura au Burundi et Entebbe en Ouganda. Mes équipes étaient des journalistes congolais de Radio Okapi, parfois des vidéastes ou photographes étrangers.

Sans trahir de secrets relatifs à la mission je peux dire que le peuple congolais qui a beaucoup souffert pendant la colonisation belge a vécu l'enfer de façon récurrente sinon permanente juste avant et depuis le départ de Mobutu en 1997.

L'Est du pays a essuyé deux guerres à la fin des années 90. Le Rwanda de Paul Kagame a lancé deux guerres meurtrières dans les provinces du nord et du sud Kivu à la poursuite des combattants FDLR qui ont trouvé refuge dans les forêts et les montagnes de l'arrière pays.

92 sur 108

J'ai vécu le siège de Goma par Laurent Kunda le Tutsi Congolais, qui a longtemps régné sur une partie des Kivus. Après trois nuits de tirs à l'arme lourde que j'ai passés avec tout mon staff et d'autres collègues civils, confinés dans un baraquement qui me servait de bureau où nous avons vécu de rations militaires de guerre j'ai pu ressentir la terreur dans laquelle ont vécu les populations de l'Est du Congo pendant tant d'années.

D'autres événements traumatisants qui ont assombri mon séjour là-bas m'ont également permis de prendre la mesure des tensions extrêmes qui poussent les populations à l'exode.

Il ya eu la visite au nord de Goma en 2010 d'un charnier près de Rutshuru avec des fosses communes fraîchement refermées et sous la menace des hommes de Bosco Ntaganda, le Terminator, qui nous narguaient du haut des collines environnantes.

J'ai ensuite participé à la mission de libération d'otages sur les hauts plateaux de Minembwe sous la protection des mitrailleuses lourdes des casques bleus face aux milices surarmées qui encerclaient. Le lieu des échanges où nous étions en compagnie de l'Abbé Malu Malu et des chefs négociateurs de la Monusco n'était accessible qu'en hélicoptère.

Il y a eu aussi la réunion en plein air lors de la visite d'un village du Sud Kivu où des exactions avaient été commises par des militaires gouvernementaux. C'était sous les regards brûlants de jeunes guerriers Maï Maï Yakutumba drogués et surexcités. Le double cordon de casques bleus Pakistanais armés jusqu'aux dents qui nous protégeaient ne suffisait pas à nous rassurer.

En rentrant de cette mission qui avait eu lieu entre Baraka et Fizzi au sud d'Uvira, ma Nissan 4 X 4 s'est embourbée en pleine zone rouge. L'après-midi était déjà avancée et il devenait impératif de

93 sur 108

rallier le camp de base avant la tombée de la nuit. Appels Radio d'urgence à la sécurité de la base mais les secours annoncés devaient mettre plus de deux heures pour venir à notre secours.

J'ai dû me résoudre à payer ce que je considère comme une rançon à une vingtaine de guerriers Maï Maï pour qu'ils nous poussent hors du borbier. La nuit tombait quand nous avons croisé la patrouille militaire qui venait à notre secours.

Les guerres ont causé plus de dix millions de morts en vingt ans dans les Kivus, d'après les rapports des groupes d'experts envoyés sur le terrain et corroborés par plusieurs journalistes internationaux qui couvraient les événements.

Colette Braeckmann du Soir de Belgique est une des journalistes qui a le plus connu et interviewé le général tutsi Laurent Kunda. Nous nous sommes rencontrés deux fois à Goma puis à Uvira.

Comme d'autres journalistes français, anglais, ou américains que je recevais souvent dans mon bureau pour leur faciliter des déplacements en hélicoptère ou leur fournir des éléments d'enquête.

La partie la plus marquante de ma mission aura été mon travail dans la section DDRRR (désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation des groupes armés étrangers) à partir de Goma.

Conception et diffusion de messages radio ou de tracts incitant la reddition des groupes armés en leur donnant des garanties de sécurité, largage par hélicoptère de tracts sur les zones inaccessibles FDLR, rencontres sans escorte militaire avec les chefs FDLR et organisation de leur rassemblement dans les camps de transit, désarmement puis rapatriement jusqu'au Rwanda, ou au Burundi pour certains.

94 sur 108

Le point culminant de ce travail aura été d'accompagner un groupe d'une dizaine de combattants sortis du maquis et volontaires pour une visite de réaccoutumante avec le Rwanda.

A l'issue d'une tournée d'une semaine au cours de laquelle ils ont pu visiter le centre d'accueil et de réinsertion, des écoles, des hôpitaux et assisté à des séances des tribunaux Gaçaça pour les rassurer sur le traitement réservé aux anciens combattants impliqués dans le génocide rwandais, je suis revenu avec eux au Congo pour qu'ils partagent leurs impressions avec les combattants restés dans les forêts.

Pour nous accueillir au retour à Goma un envoyé de New York avait orchestré toute une mise en scène. Il y avait la télévision, la radio et la presse écrite. Par la suite il y a eu de nombreuses redditions parmi les combattants FDLR, à l'exception des quelques chefs génocidaires qui savaient que leur sort était scellé. Mais l'expérience a montré toute la volonté de reconstruction de deux pays martyrisés par le génocide rwandais et ses répliques à l'est du Congo.

Par ailleurs les opérations de rapatriement ont montré que beaucoup de jeunes Congolais s'étaient infiltrés dans les rangs des FDLR pour pouvoir profiter du dispositif de réinsertion mis en place et échapper ainsi à la vie difficile dans un Congo ravagé par plus de dix ans de guerre et en mal de gouvernance.

Il faut ajouter que les FDLR qui étaient essentiellement des Hutus avaient des parents du côté congolais et beaucoup se sont mariés à des Congolaises et avaient eu des enfants Congolais. Mais, côté Rwandais les autorités rwandaises veillaient au grain. Elles ont vite identifié et renvoyé beaucoup de ces clandestins.

Les situations de guerre à l'Est du Congo, les attaques de terroristes ou de groupes mafieux dans les pays du Sahel sont quelques unes parmi les raisons qui poussent à l'exode massif des jeunes Africains vers l'Europe.

95 sur 108

Il n'y a rien d'étonnant que des jeunes en bonne santé décident de fuir une situation invivable créée par l'incapacité des Etats à gérer les conflits armés tous liés à l'exploitation frauduleuse et criminelle des richesses du continent.

Ces nouvelles atrocités sont dans la continuité de celle subies pendant une exploitation coloniale souvent brutale qui a fait elle-même suite à la traite négrière que les Occidentaux ont officiellement abolie alors qu'elle se poursuit en Libye et d'autres pays arabes au nord et à l'est du continent.

Les pseudo Etats prédateurs qui ont pris la suite des pouvoirs coloniaux en leur restant inféodés politiquement, économiquement et culturellement ne donnent aucune perspective d'avenir à des générations entières de jeunes dont le seul rêve est de vivre comme tous les autres jeunes du monde.

Dans ce contexte, vouloir faire la distinction entre réfugiés de guerre, ceux fuyant les dictatures sanguinaires et les réfugiés dits climatiques ou économiques est un non-sens qui relève d'un cynisme éhonté dans la mesure où ces différentes causes produisent les mêmes effets: la souffrance, la misère et le désespoir ou la mort qui s'abattent sur des êtres humains dépossédés de tout et qui n'aspirent qu'à une chose: vivre tout simplement.

LE SAHEL INQUIET

Des rebelles armés descendent du Sahara et du Sahel.

Les Kalashnikov crépitent, les mines sautent, les bombes éclatent,

Tuant de préférence des expatriés

Mais n'épargnant pas les Africains.

Libye - Mali - Burkina - Côte d'Ivoire - Niger,

Mais Cameroun, Nigéria, Soudan, Somalie, aussi.

Tel un chapelet qui s'égrène,

Des noms de villes défilent

Sur des écrans qui brillent.

Des villes inconnues sans nom

Sortent enfin de l'oubli,

Le long de la piste sanglante qui s'allonge.

Des lieux de villégiature,

Des étrangers nantis,

Avides de vivre libres, de jouir de la vie, une vie sans frontières.

Les bombes tonnent.

Au nom de l'Etat Islamique, d'AQMI ou de Boko Haram.

Les armées répondent:

Africom!

Serval!

Barkhane !

G5 Sahel !

Opérations secrètes.

Français, Américains, Belges

Se lancent à l'assaut des sables

Et les armées occidentales

Replantent leurs drapeaux

Repliés à la hâte, il y a combien de temps déjà?

Qu'importe, on redéploie

Une fois, deux fois, mais pour combien d'années encore?

S'ils n'étaient pas prêts avant

Maintenant c'est la curée

Alors tout le monde est paré

Prêt pour l'assaut final

G5 - Sahel

Arrête j'ai mal !

98 sur 108

Dans chaque pays d'Afrique de l'Ouest j'avais retrouvé les anciens des Dialogues de Lomé et cela renforçait en moi le sentiment d'une certaine continuité entre mes différents engagements professionnels.

Les problèmes étaient les mêmes partout et les différents acteurs ne faisaient que s'attaquer aux différentes facettes d'un même phénomène. Mais les solutions apportées étaient surtout efficaces pour répondre aux situations d'urgence. Les perspectives à long terme étaient discutées mais nul gouvernement n'osait ni ne pouvait engager des actions durables soit pour des raisons de politique politicienne, donc de vision à court terme, ou, en analyse finale, pour des raisons de superstition, peut-être.

A trente ans de distance de l'euphorie des indépendances, l'Afrique tardait toujours à prendre son destin en main. Sur un grand corps malade on continuait à appliquer des soins palliatifs, des placébos en oubliant même de changer les cataplasmes sur les jambes de bois.

Au niveau de l'aide internationale c'est un éternel recommencement. De nouveaux acteurs venaient essayer des recettes qui avaient échoué ailleurs. Des soi-disant "experts" qui avaient échoué sur un continent étaient déplacés vers d'autres continents pour recommencer les mêmes erreurs.

A défaut de pouvoir prendre les bonnes décisions les gouvernants baissent les bras et laissent s'installer la corruption et la gabegie.

Thomas Sankara se lève et prend le pouvoir au Burkina. Il veut changer les choses. Très vite, trop vite peut-être. Les forces obscures se coalisent et l'assassinent.

Un être corrompu le remplace. Un journaliste, Norbert Zongo, parle. On le fait taire.

A la fin le ras-le-bol s'exprime autrement.

Hama Arba Diallo brandit un carton rouge. On le fait taire.

"Y'en a marre" crie la jeunesse,

99 sur 108

"l'Afrique en a marre" font écho les chanteurs engagés.

"Dégage!" disent les Citoyens balayeurs.

L'ex Président s'enfuit avec ses proches. Exfiltré par la France. En emportant des malles de billets et une caravane de voitures rutilantes ainsi que d'autres biens mal acquis. Les militaires restés derrière achèvent de vider les caisses de l'Etat et leur chef s'enfuit à l'étranger. Les anciens compagnons politiques dissidents de l'Ex reprennent les rênes du pouvoir. Le peuple déçu n'a plus que les yeux pour pleurer.

La France revient en force, les Américains en douce, les Chinois en masse, les Indiens et les Turcs en plus, le Maroc suit. La vie continue.

L'ère de la post-vérité

Les errements récents en matière de politique, de gouvernance et de démocratie sont les effets pervers d'une mondialisation rampante qui menace les fondements mêmes de nos sociétés post modernes.

Un processus inexorable s'est enclenché au début de l'ère industrielle et semble tout engouffrer sur son passage.

La détérioration de la situation sécuritaire au niveau mondial est une des conséquences prévisibles de l'organisation concertée du pillage des ressources de la planète par les nations industrialisées.

L'inoubliable traite négrière suivie de l'exploitation coloniale ont permis d'asseoir la richesse des nations occidentales. A l'issue de la deuxième guerre mondiale la décolonisation s'est imposée à ces mêmes nations.

Elles ont lâché du lest mais ont préservé leurs intérêts en instaurant un nouvel ordre mondial caractérisé par des relations de dépendance politiques, culturelles et surtout économiques entre les pays prospères et les autres.

Après les trente glorieuses la crise pétrolière des années 70 a bouleversé les relations internationales en accélérant la prise de contrôle de l'économie-monde par des groupes internationaux tels que les complexes agro-pétrochimiques. « No limit » est sans doute le terme adéquat à utiliser pour caractériser la démarche de ceux qui ont la haute main sur l'évolution de l'économie-monde.

Le capitalisme triomphant s'affranchit de plus en plus de l'autorité politique et des instruments de contrôle mis en place au niveau international.

Mais l'horizon s'assombrit à la perspective d'un nouveau bouleversement de l'ordre mondial, à l'obsolescence programmée qui a jusqu'ici permis aux "happy few" d'exploiter les richesses naturelles ou le travail des autres habitants de la planète.

101 sur 108

L'histoire s'est accélérée en 2001 avec l'attaque de l'Amérique par Oussama Ben Laden suivi plus tard des printemps arabes.

Les guerres en Afghanistan puis en Irak, la destruction de la Libye, la guerre en Syrie, l'écrasement de la Tchétchénie et l'annexion de la Crimée par la Russie, l'avènement de Daesh et la multiplication des attentats terroristes sont les deux faces opposées d'un même phénomène de défense et de rejet de cette évolution du monde caractérisée par le pillage des ressources naturelles et financières au profit de quelques groupes indifférents au sort du plus grand nombre.

C'est là-dessus que vient se greffer la question de la religion, véritable exutoire pour deux catégories d'acteurs. Ceux qui ne veulent pas regarder la vérité en face et ceux qui veulent attirer l'attention des autres sur l'urgent, sur l'essentiel. Il y a ceux qui ont tout à perdre et, en face, ceux qui n'ont rien à perdre.

Jusqu'ici le communisme avait semblé être le seul rempart contre le capitalisme sauvage. Mais exit le communisme et son petit frère, le socialisme. Que reste-t-il sinon la seule autre force organisée qui peut galvaniser les foules et ralentir sinon empêcher la "zombification" programmée du consommateur passif, la dérive des moeurs et des valeurs, la vénération du plaisir, la culture de l'égoïsme.

Alors c'est l'entretien savant d'une confusion entre Islam, Islamisme, djihadisme et terrorisme par différents candidats à l'investiture politique aux niveaux national, régional et local, frustrés par le résultat des urnes et le désenchantement des opinions devant l'échec répété des politiques menées par les dirigeants, toutes tendances confondues.

Une autre confusion concerne l'amalgame entre différentes luttes pour la justice et contre toutes les formes de discrimination: lutte contre le racisme, lutte contre l'islamisme, lutte contre l'antisémitisme, lutte contre l'homophobie, lutte contre les harcèlements et autres violences faites aux femmes, lutte contre l'immigration.

102 sur 108

La présentation sans filtre des statistiques officielles sur la démographie et la pauvreté contribue à accréditer l'idée que la masse croissante des pauvres est une menace grandissante pour ceux qui sont dans le système et qui deviennent, de ce fait et dans ces mêmes discours, des travailleurs honnêtes qu'il faut protéger. "Ils en veulent à notre mode de vie" clament-ils à longueur d'antennes.

La peur grandit même parmi les jeunes africaines qui se sentent étouffées dans des mégapoles où même les diplômés vivent dans le chômage. Ainsi la présentation du dernier rapport de la CNUCED qui assène: Trente-trois pays sur les 47 les plus pauvres du monde sont africains.

A ce sujet la visite du Président de la République française à Ouagadougou, Burkina Faso le 28 novembre 2017 est édifiante tant dans sa mise en scène que dans son contenu.

Son arrivée saluée par un jet de grenade sans trop de gravité en direction d'un véhicule de l'armée française de la Force Barkhane, la fermeture des écoles pendant son séjour, la tenue à distance des manifestations contre sa visite, son discours à l'université devant un millier de jeunes choisis, son escapade nocturne organisée dans un maquis de la ville.

L'un des moments forts de son débat avec les étudiants portait sur les questions de natalité. En réponse à une des questions préparées à l'avance il leur adresse des remontrances sur les taux de natalité élevés en leur disant qu'avoir 7 ou 8 enfants par femme relevait de l'inconscience. Et de poser la question de savoir si les femmes étaient d'accord pour avoir autant d'enfants.

Pour étayer son propos il a, en prestidigitateur habile, évoqué le droit de la femme à disposer de son corps, le planning familial, la scolarisation des filles, la liberté d'entreprendre pour les femmes.

Il a triomphalement fait fi de la sagesse populaire sur ce sujet car tout le monde sait aujourd'hui et surtout à Ouagadougou qu'un verre à moitié vide peut être présenté comme étant à moitié plein, selon le message qu'on veut faire passer.

103 sur 108

Il n'a pas tenu compte du fait que l'augmentation ou la diminution des taux de natalité était lié au degré de pauvreté et que l'amélioration des conditions de vie entraînait une baisse naturelle du nombre d'enfants.

Aujourd'hui, avec l'amélioration de la santé, le nombre moyen d'enfants par famille dans les grandes villes africaines serait plutôt de l'ordre de 4 ou 5. Dans les campagnes qui restent par ailleurs largement sous-peuplées, et aux abords des villes les fortes natalités persistent parce qu'elles sont une stratégie naturelle de survie en milieu hostile. La situation évolue donc en fonction de l'amélioration des conditions de vie.

De façon jusqu'ici insidieuse et maintenant ouverte on arrive à convaincre de plus en plus de gens qu'une véritable course contre la montre est engagée pour l'accès à des ressources naturelles finies avant la rupture annoncée des équilibres démographiques entre le Sud et le Nord.

En oubliant de préciser que dans le même temps qu'il y a une croissance exponentielle du revenu des riches.

La vérité étant que ceux qui se battent pour gagner beaucoup d'argent n'ont pas le temps de faire des enfants. Enfants ou argent, il faut choisir.

Sur un plan plus global on peut dire que l'occident a de plus en plus peur peur de ne plus avoir accès à aux ressources du sous-sol africain dont il dépend encore pour assurer son opulence.

Donc il y envoie ses armées pour combattre le terrorisme qui pourrait gêner l'accès à ces ressources, donc pour sécuriser ses convoitises.

Par ailleurs, il a peur aussi d'avoir trop de monde à table parce qu'il préfère les dîners aux chandelles.

Mais la fumée sans feu qu'agitent les magiciens de la mondialisation n'est que de la poudre de perlimpinpin pour transformer l'immoral en vertu.

* * *

LE JALON MANQUANT

Ce récit nous aura fait voyager à travers l'Afrique des temps anciens à nos jours, de Soundiata Kéita à Emmanuel Macron. Un guide éclairé, Amadou Hampâté Ba, chantre malien de la tradition orale africaine nous a ouvert la route. Nous avons vu l'arrivée de la France dans l'empire peul du Macina et le retour de l'armée française au Sahel, en compagnie de l'armée américaine et d'autres encore à venir. De la mort d'El Hadj Omar Tall dans les falaises de Bandiagara à celle de Thomas Sankara, le Sahel semble toujours susciter fascination et convoitises. Par le passé, l'or, le sel et les esclaves ont attiré Orient et Occident vers Tombouctou. Aujourd'hui c'est l'uranium, le pétrole et les esclaves de toujours qui ramènent les autres puissances vers Agadez.

De sombres trafics d'armes et de drogue s'évanouissent dans les dunes du désert à la rencontre d'un islam toujours en lutte contre l'occident. Mais que réserve l'avenir pour les peuples du Sahel qui cherchent à survivre sur des terres arides et hostiles?

Les Peuls y ont introduit l'élevage nomade et fait prospérer la civilisation du lait et de la vache. Ils ont épousé l'Islam. Ont-ils eu tort?

Ils y ont déployé tout leur génie pour essayer de vivre en harmonie avec les civilisations sédentaires multi-millénaires de l'Afrique profonde. Ont-il eu tort?

Aujourd'hui installés sur toute la bande sahélo-saharienne qui constitue la nouvelle frontière pour toutes les industries extractives du monde, ils assistent impuissants au combat de titans que se livrent l'Occident, l'Orient et l'Islam.

Nous refermerons ce récit sur un chant d'espoir. Il repose sur la connaissance de la nature profonde de l'âme africaine, une Afrique qui a toujours cherché à vivre en symbiose avec la nature. Une nature dévastée par les assauts de l'homme moderne. Saura-ton jamais la reconstruire ?

106 sur 108

Écoutons les paroles de El Haddj Sékou Tall, un autre chantre de la tradition orale africaine, décédé en 1998. Comme Hampâté Ba il est né à Bandiagara. Sa bibliothèque qui a brûlé en 1998 est une grande perte pour le Burkina. Sa communication ci-dessous est aussi une contribution au travail de la SAGES (société des auteurs, gens de l'écrit et du savoir).

Il jongle avec les langues du Burkina Faso qu'il maîtrise à la perfection pour délivrer son message intemporel:

" La vieille Afrique, celle des us et des coutumes, veillait jalousement sur tout ce qui touchait à son environnement naturel. Des hommes attitrés surveillaient et veillaient sur la nature, sur l'environnement, armés de symboles ayant pour nom haches et billots sacrés. En dehors de ces Gardiens tutélaires la nature était régie par des génies. Ces génies sont et demeurent des soldats aguerris, surveillant la nature et oeuvrant au maintien de son unité dans la diversité de ses composants. Ces génies étaient protecteurs et destructeurs suivant les circonstances, les lieux et les motifs avoués ou inavoués des dégradateurs de l'environnement.

C'est à ce sujet qu'il faut se référer à la métaphysique qui couvrait et couvre encore certains noms africains liés au mystique des êtres et des choses naturelles. Quels étaient les gendarmes attitrés pour l'inviolabilité dans la sauvegarde de l'environnement? Le Teng'Soba ou chef de terre chez les Mossi ou Sindessa chez les Foulbé ou Akrouma ne foulera jamais le sol avec ses pieds nus. Il est éternellement chaussé. S'il agit autrement, alors qu'il est détenteur des secrets des vents et des pluies, il se verra maudit de cette terre et de ses génies: ce qui entraînera stérilité, sécheresse et fléaux terrifiants pour toute la collectivité qui lui était soumise.

L'homme africain étend son besoin d'harmonisation à ses rapports avec les éléments naturels: végétaux et animaux. Pour le paysan la terre est d'abord une divinité, une "mère", la détentrice de la fécondité, qu'il faut ménager. Cultiver la terre devient alors synonyme de solliciter les dieux, prier en communion avec le cosmos.

107 sur 108

Il n'y a guère de différence entre cultures et culte. La foi, chaque jour pratiquée, finit par donner au paysan africain un air de philosophe plein de bon sens et de sagesse. Il n'est d'ailleurs que de l'interroger pour constater la parfaite correspondance entre son "paraître" et son "être". Donc violenter la Terre et l'Environnement est condamnable au même titre qu'un sacrilège.

Si nous faisons une rétrospective sur l'histoire ancienne, nous constaterons que les grecs n'avaient point creusé de canaux. Ces anciens, eux aussi, obéissaient à l'inviolabilité des règles établissant le respect divin qui devait entourer la Terre. Similitude de conception peut-être, mais similitude quand même. La culture vaut un culte, avons nous dit pour l'Africain. Elle ne saurait être considérée comme un acte systématiquement fait dans un but économique.

Le fondement sacré et philosophique de ce culte se justifie en ce que des jours de repos sont consacrés à son intention. Ces jours ont des noms: DAMA disent les Dogons, c'est-à-dire INTERDIT. PAKODE disent les Mossi, ON NE CULTIVE PAS; BETIANKO, ON NE SE COURBE PAS, sous-entendu on ne se baisse pas pour labourer, disent les Gourounsi-Lélé de Réo ou de Dydir. C'est généralement lundi ou vendredi.

La vieille Afrique a saisi très tôt et toujours les problèmes d'environnement, de sécheresse et de désertification, en identifiant l'homme aux éléments constitutifs de cet environnement: animaux, végétaux, eaux, monts et vaux, vallées, rivières. Cet acte signifie qu'il faut couvrir tous les éléments naturels de soins et de respect.

Métaphysiquement, le noir est dans l'arbre ou la forêt, dans l'eau ou le rocher: Sâga, il est au ciel. Wéougo, il est en brousse. Tangâ, il est en montagne. On peut le rechercher dans la panthère ou l'hyène, dans le boa ou la vipère. Il niche avec la tourterelle, s'accroche aux branches avec la chauve-souris, galope avec la gazelle. Il peut être avec le hibou, le calao, l'autruche ou l'outarde. Il accompagne la guêpe, la mouche-maçonne, l'araignée ou le scorpion. S'il est Diarra, Yaméogo ou Nyamb'Wéougo, son génie protecteur est le lion. Il peut se nommer Pousga, Tiga, Gnama ou Sou-nounkoun, Sira, Sama, Daba, Bagao, Bamina, Batiouro, Dofini, Foldia, Bali ou Balibié, c'est-à-dire

108 sur 108

Tamarinier, Arbre, tas d'ordure, Nété, Eléphant, Houe, Homme de la brousse, Homme-mil, Homme-Sorcier, Dieu, Homme des Peulh, Homme de forgerons, suivant les éléments dans lesquels ou autour desquels résident les génies protecteurs ou destructeurs qui l'entourent de leurs faveurs.

Avec Montaigne, disons: "Chaque nation a ses us et coutumes qui sont inconnus, farouches et barbares pour d'autres nations, mais chaque usage a sa raison".

Présenté lors de l'atelier international "Partenaires contre la désertification" sur la mise en oeuvre de la Convention internationale de lutte contre la désertification organisé à Khairouan, Tunisie du 28 au 30 mars 1996 par l'association pour la protection de la Nature de Khairouan (APNEK).

Manuscrit original publié par Sahel DEFIS dans Nouvelles du Réseau, N°4 septembre 1996.